

REGISTRE DES DELIBERATIONS ET DECISIONS

SÉANCE PUBLIQUE DU:

28 JUIN 2018

TOME II/II

Séance ordinaire du
 jeudi 28 juin 2018

Extrait du registre des
 délibérations du Conseil
 municipal de la Ville de
 Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
 générale, Affaires
 juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Séverine SCUDIER, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Marché de maintenance des véhicules et marché de contrôles règlementaires pour véhicules.

Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole.

L'objet du présent acte consiste à autoriser la signature d'une convention de groupement de commande entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour, d'une part, un marché de maintenance des véhicules légers, utilitaires, poids-lourds et engins et d'autres parts, un marché de contrôles règlementaires sur les véhicules des deux collectivités.

Ces véhicules ont vocation à être entretenus au sein des ateliers internes de maintenance, basés au Centre Technique de Garosud, dans la majorité des cas.

Cependant, un marché complémentaire de maintenance est nécessaire pour, d'une part absorber les pics d'activité, d'autres parts, prendre en compte les spécificités techniques de véhicules ou engins pour lesquels les deux collectivités n'ont pas jugé économiquement pertinent de développer des moyens d'action internes.

Les contrôles techniques et contrôles règlementaires sur véhicules font l'objet d'un second marché.

En 2017, Montpellier Méditerranée Métropole a mandaté au bénéfice de diverses entreprises des budgets avoisinant 500 000 € en dépenses de maintenance et 10 000 € en contrôles règlementaires. Les chiffres sont

Délibération n°V2018-229

pour la Ville de Montpellier 200 000 € en dépenses de maintenance et 30 000 € en contrôles réglementaires. C'est sur ces bases budgétaires que les futurs marchés et notamment leur niveau de procédure seront dimensionnés.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser la signature de la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, Montpellier Méditerranée Métropole étant désignée coordonnateur du groupement, et sa Commission d'Appel d'Offres déclarée compétente pour attribuer ces marchés ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 29 juin 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet de convention.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 28 juin 2018**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Séverine SCUDIER, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Convention entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole relative à la maintenance des équipements climatiques d'une partie des bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n° 4 - Autorisation de signature

Depuis le 1^{er} janvier 2003, les services de la Ville de Montpellier assurent, par convention, l'entretien et la maintenance des équipements climatiques des bâtiments transférés à la Métropole. Le 1^{er} janvier 2008, cette convention a été étendue à une partie de son patrimoine propre.

Par délibération n°2010/555 approuvée en Conseil Municipal du 13 décembre 2010, la Ville et la Communauté d'Agglomération de Montpellier ont conclu, pour une durée de 4 ans, une convention définissant les modalités techniques et financières de l'intervention des services municipaux, conformément aux dispositions de l'article L.5211-4-1 du Code général des collectivités territoriales.

Par délibération n°2014/501 approuvée en Conseil Municipal du 6 novembre 2014, un avenant n°1 a prorogé la durée de la convention jusqu'au 30 juin 2015.

Par délibération n°2015/247 approuvée en Conseil Municipal du 18 juin 2015, un avenant n°2 a prorogé la durée de la convention jusqu'au 30 juin 2016.

Par délibération n°12016/263 approuvée en Conseil Municipal du 22 juin 2016, un avenant n°3 a prorogé la durée de la convention jusqu'au 30 juin 2018.

Compte-tenu, d'une part, de l'avancée du processus de concertation pour la mise en œuvre du schéma de mutualisation entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier et, d'autre part, que la

Délibération n°V2018-230

maintenance des installations de chauffage doit être assurée jusqu'à la fin de la saison de chauffe 2018-2019, il est proposé que la durée de la convention soit prorogée d'un an renouvelable une fois, à compter du 1^{er} juillet 2018.

Il convient par ailleurs de mettre à jour l'inventaire des équipements entretenus, objet de la convention, avec notamment le groupe froid de l'Opéra Comédie ainsi que l'augmentation de surface du Siège de la Métropole, Coupole Sud.

L'actualisation apportée à l'inventaire des équipements de la liste des bâtiments ainsi que celle des indices, entraîne une variation du montant du remboursement des frais de fonctionnement annuel du service par Montpellier Méditerranée Métropole. Le montant annuel est porté de 246 470€ à 248 461€.

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la signature de l'avenant n°4 à la convention relative à la maintenance des équipements climatiques d'une partie des bâtiments de la Métropole entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 29 juin 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Annexe 1-Liste des bâtiments
- Avenant 4-Convention mutualisation

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 28 juin 2018**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Séverine SCUDIER, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Mises à disposition d'agents de la Ville de Montpellier auprès de l'Établissement Public de Coopération Culturel "Montpellier Contemporain".

Le Centre de Culture Contemporaine La Panacée va être intégré à l'Établissement public de coopération culturelle « Montpellier Contemporain » (EPCC MoCo) à compter du 1^{er} juillet prochain dans le cadre de la création du centre d'Art « Montpellier Contemporain » afin de devenir, en association avec l'Ecole Supérieure des Beaux-Arts et l'Hôtel Montcalm, la première institution à maîtriser la filière professionnelle du monde de l'art, depuis la formation jusqu'à la création, l'exposition et la médiation de l'art contemporain.

Dans cette perspective, les agents municipaux rattachés au Centre Culturel La Panacée vont être amenés à exercer leurs fonctions actuelles au sein de l'EPCC MoCo et ont donc été sollicités sur la modalité de leur intégration au sein de l'EPCC.

Neuf agents ont sollicité leur intégration au sein de l'EPCC MoCo dans le cadre d'une mise à disposition.

Il est donc proposé au Conseil municipal leur mise à disposition à temps complet auprès de l'EPCC MoCo à compter du 1^{er} juillet 2018, pour une durée de 18 mois, renouvelable après délibération :

- Neuf agents titulaires :

- Un agent de catégorie A relevant de la filière Culturelle ;
- Un agent de catégorie B relevant de la filière Administrative ;

Délibération n°V2018-231

- Sept agents de catégorie C relevant des filières Culturelle, Administrative, Technique et Animation.

Les modalités de la mise à disposition sont présentées dans les conventions ci-jointes.

Conformément aux dispositions générales relatives au régime de la mise à disposition, et notamment l'article 61-1 de la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984, la mise à disposition s'effectue à titre onéreux. L'EPCC MoCo rembourse à la Ville de Montpellier la rémunération des agents mis à disposition ainsi que les contributions et les cotisations sociales, au prorata du temps de mise à disposition.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la mise à disposition de neuf agents titulaires auprès de l'EPCC Moco ;
- d'appliquer le principe de remboursement des salaires versés aux agents mis à disposition ;
- d'autoriser le prélèvement de la dépense correspondante sur le budget de la Ville : chapitre budgétaire 933;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur le Conseiller municipal délégué aux Ressources Humaines, à signer la convention de mise à disposition ou tout autre document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 2 voix

Mme Isabelle MARSALA, M. Bernard TRAVIER.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 29 juin 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Conventions

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 28 juin 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Séverine SCUDIER, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Mises à disposition de deux agents de catégorie C auprès d'un service commun de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier

Dans le cadre de la nouvelle gouvernance du bloc communal, la Ville, le CCAS et la Métropole ont placé la coopération et le développement des synergies entre collectivités au cœur de leur projet politique.

Sur ce fondement et dans cet esprit de coopération, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont mutualisé plusieurs de leurs directions et créé des services communs tels que le Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales, la Direction de la Culture, le Département du Développement de l'Aménagement du Territoire.

Afin de faciliter les parcours professionnels et de favoriser les mouvements des agents mais aussi de répondre à des besoins de compétences pour assurer des missions spécifiques, il est proposé au Conseil municipal la mise à disposition de deux agents municipaux de catégorie C auprès du Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales, pour une durée de 6 mois renouvelable à compter du 1^{er} juillet 2018.

Les modalités relatives à la mise à disposition sont présentées en annexe ci-jointe.

Conformément à l'article 61-1 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984, la mise à disposition s'effectue à titre onéreux. Montpellier Méditerranée Métropole rembourse à la Ville de Montpellier la rémunération des agents mis à disposition, ainsi que les cotisations et contributions afférentes à hauteur de 25 %.

Délibération n°V2018-232

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la mise à disposition de ces agents de la Ville de Montpellier auprès de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'approuver le principe de remboursement des salaires des agents mis à disposition,
- D'autoriser le prélèvement de la dépense correspondante sur le budget de la Ville : chapitre budgétaire 930;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer les conventions de mise à disposition entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 29 juin 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projets de conventions de mise à disposition

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 28 juin 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Séverine SCUDIER, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Mises à disposition de trois agents de Montpellier Méditerranée Métropole auprès du service Énergie de la Ville de Montpellier

Montpellier Méditerranée Métropole met à la disposition du service Energie de la Ville de Montpellier trois agents de catégorie C à temps complet afin d'assurer l'entretien et la maintenance mutualisés des équipements climatiques.

La mise à disposition arrivant au terme de la période prévue, il est donc proposé au Conseil municipal d'approuver le principe du renouvellement de la mise à disposition de ces trois agents à compter du 1^{er} juillet 2018, pour une durée d'un an.

Conformément à la délibération du Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier n°9904 du 15/12/2010, la Ville de Montpellier est totalement exonérée du remboursement de la charge de personnel pendant toute la durée de la mise à disposition. La masse salariale correspondante restera donc à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

Considérant la nécessité de renouveler les conventions individuelles de mise à disposition des trois agents à compter du 1^{er} juillet 2018, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le principe du renouvellement de la mise à disposition de ces trois agents de catégorie C entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;

Délibération n°V2018-233

- D'autoriser Monsieur Le Maire à signer les conventions individuelles de mise à disposition entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 29 juin 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet de convention de MAD individuelle CHANSON
- Projet de convention de MAD individuelle HAMZAOU
- Projet de convention de MAD individuelle MILHAU

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 28 juin 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Séverine SCUDIER, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Montpellier Méditerranée Métropole - Ville de Montpellier - Avenant à la convention de service commun de Direction du Protocole et de l'Évènementiel - Modification - Autorisation de signature

Dotée d'un pacte de confiance métropolitain, Montpellier Méditerranée Métropole a posé les bases d'une intercommunalité consentie et négociée. Cette nouvelle gouvernance des relations entre la Métropole et ses communes place la coopération au cœur de son projet politique.

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27 janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées.

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont ainsi mutualisé entre autres leur direction générale des services, leur directeur et chef de cabinet. Comme pour d'autres directions et services, il a été décidé la création d'un service commun de direction du Protocole et de l'Évènementiel qui a été mis en place à partir du 1er juin 2015. Il concernait initialement le poste de directeur, puis par avenants le poste de directeur adjoint et les 2 postes de cuisiniers.

Délibération n°V2018-234

Au regard des impératifs de fonctionnement de cette direction qui nécessitent un pilotage plus direct, il est proposé de distinguer d'une part un service protocole pour la Ville de Montpellier et un service protocole pour la Métropole et d'autre part un nouveau service Protocole et Accueil comprenant des fonctions mutualisées entre la Ville de Montpellier et la Métropole.

Ils seront directement rattachés au cabinet.

Ainsi, un avenant à la convention de création d'un service commun de direction du Protocole et de l'Événementiel est établi. Il propose la suppression des postes de directeur et directeur adjoint et la création du poste de responsable de service Protocole et Accueil de la Ville et de la Métropole de Montpellier.

Ce service commun requalifié en un service Protocole mutualisé sera donc composé de 3 postes :

- Un Responsable du service protocole et accueil ;
- Un Chef cuisinier ;
- Un Cuisinier.

A terme, des agents de la Ville de Montpellier et éventuellement des agents de la Métropole seront également placés sous l'autorité de ce service commun.

En ce qui concerne le poste de responsable de service Protocole et Accueil de la Ville et de la Métropole de Montpellier, il est proposé qu'il soit rattaché, dans le cadre du service commun, à la Métropole de Montpellier.

Il est convenu que les dépenses mutualisées, qui couvrent notamment les charges de personnel et frais assimilés, soient remboursées par la Ville de Montpellier à la Métropole selon une clé de répartition des dépenses entre collectivités à hauteur de 50% chacune.

Les Comités techniques de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole ont été saisis, pour avis sur cet avenant à la convention de service commun.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- approuver l'avenant à la convention de création d'un service commun de direction du Protocole et de l'Événementiel ;
- dire que les crédits correspondants sont prévus au budget, chapitre budgétaire 930 ;

Délibération n°V2018-234

- d'autoriser Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier à signer la convention et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 29 juin 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avenant à la convention de création d'un service commun de direction du protocole et de l'événementiel

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 28 juin 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Séverine SCUDIER, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Protection fonctionnelle des élus et agents de la Ville

Aux termes de l'article 11 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, les agents publics, titulaires ou non titulaires, peuvent bénéficier de la protection fonctionnelle.

Cette protection bénéficie également aux élus conformément aux articles L. 2123-34 et L. 2123-35 du code général des collectivités territoriales.

Cette protection peut leur être octroyée par l'administration dans trois hypothèses :

- Lorsque l'agent ou l'élu est victime d'atteinte à son honneur et à son intégrité en raison de ses fonctions (menace, violence, voie de fait, injure, diffamation, outrage) ;
- Lorsque l'agent ou l'élu est poursuivi civilement par un tiers pour faute de service et que le conflit d'attribution n'a pas été élevé ;
- Lorsque l'agent ou l'élu est poursuivi pénalement pour faute de service.

L'agent ou l'élu qui souhaite bénéficier de la protection fonctionnelle doit en faire la demande par écrit à l'autorité territoriale en donnant tous les éléments d'information et justificatifs concernant les faits et les circonstances motivant cette demande.

L'octroi de la protection fonctionnelle par la commune de Montpellier se traduit, outre une assistance de l'agent, par la mise en œuvre de différents moyens :

- Prise en charge des honoraires d'avocat utiles à la défense de la victime en cas de poursuites judiciaires engagées ainsi que les frais annexes de procédure, sur justificatifs ;

Délibération n°V2018-235

- Prise en charge des dommages et intérêts alloués à la victime sur la base de la décision juridictionnelle définitive (la collectivité se retournant ensuite contre l'auteur du dommage pour recouvrer les condamnations proposées), ainsi que les condamnations civiles.

En cas de préjudice subi par la commune, celle-ci pourra également se constituer partie civile (recouvrement des frais liés aux accidents de service notamment).

La protection fonctionnelle accordée n'est pas inconditionnelle. Il appartient à la collectivité de pouvoir apprécier jusqu'à quel point elle apporte son soutien. Ainsi, la prise en charge n'est accordée que jusqu'à la date où la juridiction initialement saisie des faits se sera prononcée.

Toute poursuite de la procédure au-delà de cette étape qui pourrait être souhaitée par la victime, donnera lieu à une nouvelle demande de protection afin de permettre à la collectivité de pouvoir apprécier si sa prise en charge est toujours fondée.

Le Conseil municipal étant compétent, il lui est demandé de se prononcer sur les demandes de protection fonctionnelle telles que précisées dans l'annexe à la présente délibération.

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'octroi de la protection fonctionnelle dans les modalités ci-dessus évoquées aux élus et agents, et pour les faits tels que désignés dans la pièce annexée à la présente délibération ;
- D'approuver notamment à ce titre les prises en charge financières découlant de cette protection : frais de justice et de représentation, pris en charge des condamnations civiles ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire ;
- De dire que les dépenses relatives à cette affaire seront prélevées sur les crédits inscrits au budget de la collectivité nature fonction : 6227-930 200.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 29 juin 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- annexe délib juin 2018

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 28 juin 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Séverine SCUDIER, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Convention de partenariat portant mise en œuvre des séances du comité médical et de la commission de réforme - Approbation

D'après une note du secrétariat général/DRH/Sous-direction de la qualité de vie au travail du Ministère des affaires sociales liée à la saisine du Conseil d'Etat dont l'avis a été rendu le 23 octobre 2014, il revient dorénavant aux collectivités territoriales d'assurer eux-mêmes la charge du secrétariat des comités médicaux et commissions de réforme et l'instruction des dossiers.

Dans le cadre de la loi n°84-53 et ses articles 14 et 23, il est prévu que les collectivités et établissements non affiliés à un centre de gestion assurent par eux-mêmes les missions confiées aux centres de gestion.

Au regard de ces évolutions, la Ville a souhaité mettre en place un secrétariat d'un comité médical et d'une commission de réforme et en a déterminé les conditions de mise en œuvre, tant financière que fonctionnelle de cette nouvelle organisation.

Ce secrétariat du comité médical et de la commission de réforme est placé au sein du service Activité – Santé.

Délibération n°V2018-236

Les missions principales assurées par le secrétariat du comité médical et de la commission de réforme sont :

- l'instruction administrative des dossiers des agents relevant de la fonction publique territoriale.
- la désignation des médecins, de représentants du personnel pour chaque comité médical et commission de réforme
- le suivi et le traitement administratif des dossiers présentés au comité médical et à la commission de réforme
- la prise en charge des convocations adressées aux différents membres, médecins agréés, représentants du personnel.
- la rédaction des Procès-verbaux à l'issue de chaque séance et la transmission des avis.

Aujourd'hui, avec l'accord de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale (DDCS) et des collectivités partenaires (Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée d'Agde, Ville d'Agde, Ville de Sète, CCAS de Sète et de Sète Agglopôle Méditerranée), la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole se proposent d'organiser les séances du comité médical et de la commission de réforme dans les locaux de la mairie au lieu de ceux de la DDCS, sous la présidence d'un représentant de l'Etat pour les commissions de réforme, chaque collectivité assurant son secrétariat.

Ce dispositif vise à améliorer les conditions matérielles d'organisation des séances du comité médical et de la commission de réforme et à favoriser leur bonne tenue.

Les missions essentielles de la Métropole et de la Ville de Montpellier seront d'assurer, la convocation des médecins, la tenue du calendrier prévisionnel, la communication dédiée exclusivement aux collectivités partenaires des dates et lieux retenus pour chaque instance, l'information aux collectivités, dès qu'elle en aura connaissance, quant à la désignation du Président de séance (acteur DDCS) et des médecins siégeant aux instances.

La Ville et la Métropole accueilleront gracieusement les réunions du comité médical et de la commission de réforme.

Chaque collectivité rémunèrera les médecins siégeant le jour de l'instance en fonction du nombre de dossiers présentés.

Ces dispositions sont consignées dans une convention de partenariat annexée à la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou toute personne ayant délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 29 juin 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention_partenariat_CMCRv6.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 28 juin 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clarc HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Séverine SCUDIER, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Modification des modalités de mise en oeuvre de l'astreinte sécurité civile

La délibération n°V2017/345 prise en Conseil municipal du vendredi 3 novembre 2017 a fixé les modalités de mise en œuvre de l'astreinte dédiée à la sécurité civile dans le cadre de la mise œuvre du Plan Communal de Sauvegarde.

Au regard de la réalité opérationnelle et de la nécessité de faire évoluer le nombre de personnes pour assurer l'astreinte « sécurité civile », suite à l'avis du Comité Technique du 13 juin 2017, il est proposé les modifications suivantes :

- **Activation** : l'astreinte « sécurité civile » est activée en dehors des heures ouvrées de l'administration dans le cadre du Plan Communal de Sauvegarde en prévision ou en cas de survenance d'un événement de sécurité civile (ex : intempéries avec risque d'inondation, ...) et/ou en prévision d'une manifestation publique de grande importance jugée sensible sur décision du directeur de la Direction de la Sécurité et de la Tranquillité Publique et/ou de la Direction Générale des Services ;
- **Périodes d'astreintes** : l'astreinte « sécurité civile » est également activée durant la période à risque hydrométéorologique (probabilité de survenance des phénomènes méditerranéens ou cévenols), de la semaine 33 à la semaine 49, et de la semaine 8 à la semaine 17. Elle sera réalisée, sous la forme d'une semaine du lundi à 8h30 au lundi suivant 08h30 (en corrélation avec les autres services : astreinte PM, hydro-météo...) ;

Délibération n°V2018-237

- Périmètre des emplois concernés : l'astreinte « sécurité civile » concerne le Directeur de la Direction de la Sécurité et de la Tranquillité Publique (DSTP), les cadres du service sécurité civile et les responsables des autres services de la direction (hors cadres déjà concernés par une astreinte opérationnelle dont le service de Police Municipale et le Centre de Supervision Urbaine). Elle peut mobiliser, en cas d'événement prolongé et/ou en renfort, plusieurs agents afin d'assurer les missions qui lui sont dévolues, en particulier lors de l'activation du P.C. Communal. L'assistante technique et prévention du service sécurité civile peut compléter cette astreinte pour assurer une assistance et des actions supports (gestion main courante, logistique, ...).

Le tableau des astreintes approuvé par la délibération du 3 novembre 2017 est donc modifié comme suit concernant la DSTP :

Direction	Service	Cadre d'emplois concernés	Types d'astreintes	Missions
-DSTP	-Sécurité Civile	-Ingénieur -Attaché -Technicien -Agent de maîtrise -Chef de Police Municipale	-Semaine -Week-end -Nuit -Samedi -Dimanche et jour férié En fonction de la survenu de l'événement	-Activer le Plan Communal de Sauvegarde -Participer à la mise en œuvre des actions communales

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'adopter les modifications décrites ci-dessus apportées à la délibération du Conseil municipal du 3 novembre 2017 ;
- De prévoir l'inscription au budget du personnel des dépenses correspondantes.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 29 juin 2018

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du jeudi 28 juin 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Séverine SCUDIER, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Modification des modalités d'indemnisation des astreintes et interventions

Par délibération en dates des 17 décembre 2015 et 23 novembre 2017 ont été fixées les conditions d'exercice et modalités de paiement et de compensation des astreintes pour l'ensemble des filières.

- Filières autre que la filière technique :

En application de l'arrêté du 3 novembre 2015 fixant les taux des indemnités et les modalités de compensation des astreintes et des interventions des personnels affectés au ministère de l'intérieur et au regard de l'évolution réglementaire des modalités d'indemnisation des astreintes et des interventions pour les filières autre que la filière technique, il est proposé les modifications suivantes.

INDEMNITE D'ASTREINTES

Pour les filières, hors filière technique, les montants de l'indemnité d'astreinte sont modifiés comme suit :

Période d'astreinte	Montant de l'astreinte	Compensation en jour
Semaine complète	149.48 €	1.5
Du lundi matin au vendredi soir	45.00 €	0.5
Une nuit de semaine	10.05 €	2 heures

Délibération n°V2018-238

Week-end (du vendredi soir au lundi matin)	109.28 €	1
samedi	34.85 €	0.5
Dimanche ou jour férié	43.38 €	0.5

La rémunération et la compensation en temps des astreintes restent exclusives l'une de l'autre.

La majoration de 50 % lorsque l'agent est prévenu de sa mise en astreinte pour une période donnée moins de 15 jours francs avant le début de la période est toujours en vigueur.

INDEMNITE D'INTERVENTION ET REPOS COMPENSATEUR

L'intervention correspond à un travail effectif (y compris la durée du déplacement aller et retour sur le lieu de travail) accompli par un agent pendant une période d'astreinte.

Pour les filières hors filière technique les montants de l'indemnité d'intervention et à défaut, les compensations en majoration horaire, sont fixés comme suit :

Période d'intervention	Indemnité Horaire	Compensation heures majorées de
Jour de semaine	16 €	10%
Nuit (entre 22 heures et 7 heures)	24 €	25%
Samedi (entre 7 heures et 22 heures)	20 €	10%
Dimanche et jour férié	32 €	25%

La rémunération et la compensation en temps des interventions restent exclusives l'une de l'autre.

- Filière technique :

Les autres modalités de paiement des astreintes et des interventions de la filière technique fixées par délibération municipale du 17 décembre 2015 sont confirmées et restent inchangées.

- Application à toutes les filières :

La Ville de Montpellier a délibéré pour la mise en place des différentes astreintes nécessaires à la poursuite de ses missions de service public et définissant pour chaque mission, les périodes durant lesquelles les agents sont placés en astreinte.

Les agents ainsi mobilisés sur les périodes définies par les délibérations précitées seront rémunérés au moyen des différentes indemnisations (semaine complète, du lundi au vendredi, nuit, week-end, samedi, dimanche et jour férié) prévues par les décrets et délibérés par la présente pour les filières hors technique et par la délibération du 17 décembre 2015 pour la filière technique.

Délibération n°V2018-238

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver ces modifications aux modalités fixées par la délibération du Conseil municipal du 17 décembre 2015;
- De prévoir l'inscription au budget du personnel des dépenses correspondantes, tous chapitres.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 29 juin 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 28 juin 2018**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Pascal KRZYZANSKI ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Robert BEAUFILS, Anne BRISSAUD, Cédric DE SAINT JOUAN, Christian DUMONT, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Séverine SCUDIER.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal du 03 mai 2018

Voir le procès-verbal du Conseil municipal du 03 mai 2018 en pièce jointe.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 29 juin 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- PV retour H2COM.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Registre des délibérations de la Ville de Montpellier

Table thématique des décisions 2018 Sommaire

Numéro d'acte	Titre	Tome	Page
I. <u>Patrimoine et domanialité</u> 1. Propriétés communales 4. Louage de choses 8. Dons et legs 9. Aliénation de biens immobiliers			
VD2018-155	Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association Arecos le 10 avril et le 24 mai 2018	Juin Tome II	2018/1158
VD2018-177	Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association NADALENCA les 10 et 13 avril 2018	Juin Tome II	2018/1175
VD2018-194	Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association CIMM les 13 et 14 Février Tome I et les 12, 13 et 14 mars 2018	Juin Tome II	2018/1188
VD2018-205	Cession et Réforme de véhicules et de matériels	Juin Tome II	2018/1197
VD2018-233	Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association ECUME les 10 et 14 mai 2018	Juin Tome II	2018/1240
VD2018-248	Convention de mise à disposition de la nef de la Maison des Chœurs à l'association Chœur Universitaire Montpellier-Méditerranée le 5 juin 2018	Juin Tome II	2018/1259
VD2018-249	Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association l'Accroche Chœur le 28 mai 2018	Juin Tome II	2018/1260
VD2018-251	Convention de mise à disposition de la nef de la Maison des Chœurs à l'Association I.R.R.P. les 7 et 9 juin 2018	Juin Tome II	2018/1261
VD2018-252	Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'Association Ensemble vocal Tutti le 4 mai 2018	Juin Tome II	2018/1262
VD2018-253	Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'Université Paul-Valéry Montpellier III le 15 juin 2018	Juin Tome II	2018/1263

VD2018-254	Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association Chemin des Cimes le 30 juin 2018	Juin Tome II	2018/1264
VD2018-255	Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association Fiammi Musicali les 23 et 24 juin 2018	Juin Tome II	2018/1265
VD2018-257	Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au Festival Radio France Occitanie Montpellier les 26 et 27 Juillet Tome I 2018	Juin Tome II	2018/1266
Numéro d'acte	Titre	Tome	Page
II. <u>Urbanisme</u> 11. Estimations des services fiscaux expropriations 13. Reprises d'alignement – document d'urbanisme 14 et 20. Droits de préemption 17. Avis pour établissement public foncier local 18. Participation constructeur pour ZAC 21. Droits de priorité			
VD2018-180	DROIT DE PREEMPTION URBAIN - Propriété PLANAS CANONGE - 18 rue des Alouettes - Exercice du droit de préemption	Juin Tome II/II	2018/1176
VD2018-186	ZAC de la Restanque - Parcelle OL 74 Convention de participation entre la Ville/ SOMIMON/SA3M	Juin Tome II/II	2018/1180
VD2018-188	ZAC de la Restanque - Parcelle OL 74 - Convention de participation entre la Ville/ SOMIMON/SA3M	Juin Tome II/II	2018/1182
VD2018-209	DROIT DE PREEMPTION URBAIN - Propriété SARL JBMB Lot 1 - 44 cours Gambetta - Exercice du droit de préemption	Juin Tome II/II	2018/1203
VD2018-247	DROIT DE PREEMPTION URBAIN - Propriété SARL VILCHES et Fils - Lot 1 - 40 avenue Georges Clemenceau Exercice du droit de préemption	Juin Tome II/II	2018/1256
Numéro d'acte	Titre	Tome	Page
III. <u>Finances</u> 2. Emprunts 6. Régies comptables 19. Lignes de trésorerie 24. Demandes de subventions			
VD2018-211	Direction des Finances - Modification de la régie d'avances - Ajout de dépenses autorisées et augmentation du montant de l'avance	Juin Tome II/II	2018/1206
VD2018-234	Direction Architecture et Immobilier - Clôture de la régie d'avances " Documentation Générale"	Juin Tome II/II	2018/1241
VD2018-237	Direction de la Culture et du Patrimoine - Modification de la régie de recettes - "Parcours Muséographique" "Ouverture d'un compte de dépôt de fonds"	Juin Tome II/II	2018/1245

Numéro d'acte	Titre	Tome	Page
IV. <u>Commande Publique</u>			
VD2018-117	Décision modificative - Décision n°VD2018-047	Juin Tome II/II	2018/1150
VD2018-143	Attribution d'un marché public en appel d'offres ouvert pour l'achat de quincaillerie, visserie et échelles (N°7D0010)	Juin Tome II/II	2018/1153
VD2018-153	Mise en place d'un plan de lutte contre les nuisibles - Avenant n°1 au Marché 5B0049	Juin Tome II/II	2018/1156
VD2018-161	Attribution d'un accord cadre passé selon une procédure adaptée pour l'achat d'outillages et fournitures, consommables et produits d'atelier et de chantier. 7B0084	Juin Tome II/II	2018/1159
VD2018-165	Attribution de l'accord cadre N°8B0002 relatif à la ' Prestation d'interprétariat en langue des signes française pour les agents et usagers de la ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole '	Juin Tome II/II	2018/1163
VD2018-167	Marché public de prestations intellectuelles dont l'objet principal est l'exercice du rôle de contrôleur technique en vue de la conception et de la réalisation des travaux d'aménagement des archives municipales de la Ville de Montpellier dans les anciens locaux des archives départementales	Juin Tome II/II	2018/1165
VD2018-169	Attribution de l'accord cadre N°8B0004 relatif à l' Evaluation de la convention de la Ville de Montpellier avec le FIPHFP et diagnostic en vue d'un conventionnement mutualisé (Ville, Montpellier Méditerranée Métropole, CCAS) avec le FIPHFP '	Juin Tome II/II	2018/1167
VD2018-170	Attribution de l'accord-cadre en appel d'offres ouvert n° 7D0038 Télésurveillance des bâtiments communaux de la Ville de Montpellier Intervention de sécurité - Ouverture et fermeture de locaux - Autorisation à signer le marché	Juin Tome II/II	2018/1169
VD2018-173	Décision relative à l'accord-cadre de prestations intellectuelles en partie à marchés subséquents et en partie à bons de commande pour une mission de Mai Tome I Tome Itrise d'œuvre urbaine sur le secteur "Acconiers sud" - Autorisation de signature	Juin Tome II/II	2018/1173
VD2018-190	Accord-cadre de travaux à bons de commande pour la réalisation du programme de travaux d'accessibilité des ERP de la Ville de Montpellier - Marché n° 2993 T17-01	Juin Tome II/II	2018/1186

VD2018-201	Attribution d'un accord cadre passé selon une procédure adaptée pour l'achat de pavoiement. 8B0036	Juin Tome II/II	2018/1191
VD2018-202	MONTPELLIER GRAND COEUR - Construction et aménagement des Halles et de la place Alexandre Laissac Mandat de réalisation à la Société d'aménagement de la Métropole de Montpellier (SA3M) - Avenant n° 1 au marché gros oeuvre	Juin Tome II/II	2018/1193
VD2018-203	MONTPELLIER GRAND COEUR - Construction et aménagement des Halles de la place Alexandre Laissac Mandat de réalisation à la Société d'aménagement de la Métropole de Montpellier (SA3M) - Avenant n°1 au marché Cloisons - doublage - faux plafonds - menuiseries intérieures	Juin Tome II/II	2018/1195
VD2018-207	Attribution d'un accord cadre passé selon une procédure adaptée pour l'achat de produits d'épicerie salée et sucrée. 8B0039	Juin Tome II/II	2018/1201
VD2018-213	Attribution de l'accord cadre en procédure adaptée n° 8B0025 Achat d'accessoires de prévention - Préservatifs féminins et masculins pour la Ville de Montpellier - Autorisation à signer le marché	Juin Tome II/II	2018/1210
VD2018-214	MARCHE PUBLIC - Contrat de prestations de service - Achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication, de billet pour le développement des sports extrêmes - FISE WORLD MONTPELLIER EDITION 2018 ' N° 8C0010V50000	Juin Tome II/II	2018/1212
VD2018-216	Décision relative au marché n°8D0005 "Location, pose et dépose de décorations lumineuses et illuminations de Noël"	Juin Tome II/II	2018/1214
VD2018-221	Attribution d'un marché passé selon une procédure adaptée : Prestations Installation Mai Tome I Tome Intenance informatique, Hotline bureautique - Marché 8B0035	Juin Tome II/II	2018/1222
VD2018-230	Rénovation des Halles des Quatre Saisons Marché n° 7D0050	Juin Tome II/II	2018/1238
VD2018-236	Marché n°8B0041 - Installation électrique des Estivales de Montpellier / Location, pose et dépose de matériels	Juin Tome II/II	2018/1243
VD2018-241	Fourniture et pose de sièges et gradinages - Réaménagement de la chapelle GELY - MAPA N° 8B0042	Juin Tome II/II	2018/1248
VD2018-243	Accord cadre à bons de commande - N°8B0038 - Traitement et finition des aciers du parc zoologique de Lunaret	Juin Tome II/II	2018/1250

VD2018-244	Fourniture, pose et raccordement d'une ligne de distribution de repas en self-service pour le restaurant scolaire François Mitterrand - MAPA N°8B0044	Juin Tome II/II	2018/1252
Numéro d'acte	Titre	Tome	Page
V. <u>Contentieux</u> 5. Contrats d'assurance 10. Rémunérations frais juridiques 15. Contentieux 16. Accidents véhicules municipaux			
VD2018-122	Contentieux - Madame NICOULEAU - Recours contre la décision du 03 janvier 2018 refusant l'imputabilité au service de son accident du 04 septembre 2017 - Décision de défendre	Juin Tome II/II	2018/1151
VD2018-152	Assurance responsabilité civile de la Ville de MONTPELLIER - Affaire HERVERA Danielle	Juin Tome II/II	2018/1155
VD2018-183	Contentieux - Commune de MONTPELLIER c/ CARREFOUR PROXIMITE FRANCE - Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de permis de construire n° PC 34172 15V0329	Juin Tome II/II	2018/1178
VD2018-198	Contentieux - Commune de MONTPELLIER c/ ESNAUD Jacques - Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de permis de construire n° PC 34172 17V0133	Juin Tome II/II	2018/1189
VD2018-212	ASSURANCE TOUS RISQUES EXPOSITIONS POLICE AXA ART n°F.1009.654 Avenant exercice 2017	Juin Tome II/II	2018/1209
VD2018-218	CONTENTIEUX Madame Hayette SAAD GUERMECH - Appel contre le jugement du Tribunal des Affaires Sanitaires et Sociales du 20 Novembre Tome I 2017 - Décision de défendre	Juin Tome II/II	2018/1216
VD2018-219	CONTENTIEUX - SARL SIBL CASA CUBANA - Recours contre l'arrêté de terrasse du 1er mars 2018 - Décision de défendre	Juin Tome II/II	2018/1218
VD2018-220	CONTENTIEUX - Monsieur Alain RICHARD - Appel contre le jugement du 12 Octobre Tome I 2017 - Décision de défendre	Juin Tome II/II	2018/1220
VD2018-223	Contentieux - Commune de MONTPELLIER c/ TEULADE Thierry - Recours pour excès de pouvoir contre un refus de communication de documents administratifs	Juin Tome II/II	2018/1226
VD2018-224	Contentieux - Commune de MONTPELLIER c/ SCI AIGUELONGUE - Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté d'opposition à déclaration préalable - DP 34172 17 00824	Juin Tome II/II	2018/1228

VD2018-225	Contentieux - Commune de MONTPELLIER c/ LABADIE Christophe - Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de permis de construire n° PC 34172 17V0184	Juin Tome II/II	2018/1230
VD2018-226	Contentieux - Commune de MONTPELLIER c/ SARL LE GRAND ARBRE - Recours pour excès de pouvoir contre la délibération du 01 Février Tome I 2018 approuvant la création d'un village d'hébergement temporaire, rue de Bionne, parcelle PM11	Juin Tome II/II	2018/1232
VD2018-227	Contentieux - Commune de MONTPELLIER c/ PEREZ-LAFONT Benjamin - Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de permis de construire n° PC 34172 17V0178	Juin Tome II/II	2018/1234
VD2018-228	Contentieux - Commune de MONTPELLIER c/ SANCHEZ Bruno - Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de permis de construire n° PC 34172 17V0178	Juin Tome II/II	2018/1236
Numéro d'acte	Titre	Tome	Page
VI. Divers 7. Concession de cimetières 12. Créations de classes dans les établissements d'enseignement 22. Diagnostics d'archéologie préventive 23. Renouvellement d'adhésions aux associations			
VD2018-162	Renouvellement de l'adhésion à l'association des Mai Tome I Tome Ires de France et à l'association des Mai Tome I Tome Ires de l'Hérault - Exercice 2018	Juin Tome II/II	2018/1161
Numéro d'acte	Titre	Tome	Page
VD2018-172	Décision modificative - Renouvellement d'adhésion du Parc de Lunaret aux associations de conservation ex situ des espèces animales menacées et aux réseaux professionnels des parcs zoologiques - Exercice 2018	Juin Tome II/II	2018/1172
VD2018-189	Ré-adhésion à l'association AMO Languedoc-Roussillon pour l'année 2018	Juin Tome II/II	2018/1184
VD2018-206	Ré-adhésions à 4 associations et organismes dans le doMai Tome I Tome Ine de l'énergie pour 2018	Juin Tome II/II	2018/1199
VD2018-222	Renouvellement de la cotisation au Club des Utilisateurs de SEDIT Marianne pour l'année 2018	Juin Tome II/II	2018/1224
VD2018-246	Renouvellement de l'adhésion de la Ville de Montpellier à la Coalition Européenne des Villes Contre le Racisme (ECCAR) pour l'année 2018	Juin Tome II/II	2018/1254

Conseil municipal du 28 juin 2018

**Décisions prises par Monsieur le Maire
et non présentées lors du précédent Conseil,
conformément aux articles L. 5211-10, L. 2122-22 et L. 2122-23 du Code Général des Collectivités
Territoriales**

N° VD2018-117 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision modificative - Décision n°VD2018-047

Objet : Décision modificative de la décision n°VD2018-047 pour l'attribution du Marché n°7D0036 passé selon une procédure adaptée pour des prestations d'assurances suite à une erreur matérielle

N° VD2018-122 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Contentieux

Madame NICOULEAU

Recours contre la décision du 03 janvier 2018 refusant l'imputabilité au service de son accident du 04 septembre 2017

Décision de défendre

Objet : La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Cécile NOCOULEAU

N° VD2018-143 - Direction Energie et Moyens Techniques

Attribution d'un marché public en appel d'offres ouvert pour l'achat de quincaillerie, visserie et échelles.

(N°7D0010)

Objet : Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer le marché "Achat de quincaillerie, visserie et échelles (N°7D0010)" pour le lot n°1 à la société QUINCAILLERIE ANGLES pour un montant total annuel de commandes estimé à 140 000 € HT, pour le lot n°2 à la société QUINCAILLERIE ANGLES pour un montant total annuel de commandes estimé à 22 000 € HT, pour le lot n°3 à la société QUINCAILLERIE ANGLES pour un montant total annuel de commandes estimé à 12 000 € HT. Ce sont des marchés uniques qui sont conclus pour une première période d'exécution d'un an à compter de la date de notification du marché, avec une durée maximale de possible reconduction de trois ans. Ces marchés sont passés pour le Groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Métropole Méditerranée, le Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier, les communes de Castelnau-Le-Lez, Jacou et Pignan dans les conditions prévues par la convention constitutive dudit groupement

N° VD2018-152 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Assurance responsabilité civile de la Ville de MONTPELLIER - Affaire HERVERA Danielle

Objet : La Ville de MONTPELLIER décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de PNAS et de ses avocats dans l'affaire Commune de Montpellier c/ Mme HERVERA Danielle

Demande en indemnisation contre la commune de Montpellier à verser à Mme Danielle HERVERA la somme de 7 056,52 € en réparation de son préjudice, victime d'une chute sur la voie publique le 27 mars 2015

N° VD2018-153 - Direction Travaux et Maintenance

Mise en place d'un plan de lutte contre les nuisibles

Avenant n°1 au Marché 5B0049

Objet : Prolongation pour une durée de 9 mois du marché concernant la lutte contre les nuisibles afin d'assurer la continuité des prestations avec le titulaire du marché actuel (ISS Hygiène et prévention) dans les offices avant que le nouveau marché rassemblant l'ensemble des prestations relatives à la lutte anti vectorielle soit notifié.

N° VD2018-155 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association Arcos le 10 avril et le 24 mai 2018

Objet : Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association Arcos le 10 avril et le 24 mai 2018 contre redevance de 180 €

N° VD2018-161 - Direction Energie et Moyens Techniques

Attribution d'un accord cadre passé selon une procédure adaptée pour l'achat d'outillages et fournitures, consommables et produits d'atelier et de chantier.

7B0084

Objet : Après consultation, la Ville de Montpellier décide d'attribuer l'Accord Cadre N° 7B0084 "Achat d'outillages et fournitures, consommables et produits d'atelier et de chantier " pour les services de la Ville de Montpellier à la société LEGALLAIS, pour le lot n°1 (Achat d'outillages et de fournitures d'atelier et de chantier), pour un montant total annuel estimé de 44 000 € HT, et à la société FOUSSIER, pour le lot n°2 (Achat de consommables et de produits d'atelier et de chantier), pour un montant total annuel estimé de 44 000 € HT. C'est un Accord Cadre unique conclu pour une période maximale d'exécution allant jusqu'au 31 décembre 2019 à compter de sa notification.

N° VD2018-162 - Direction des Finances (VM)

Renouvellement de l'adhésion à l'association des maires de France et à l'association des maires de l'Hérault - Exercice 2018

Objet : Renouvellement de l'adhésion à l'association des maires de France et à l'association des maires de l'Hérault pour un montant de 43995,86 €TTC - Exercice 2018

N° VD2018-165 - Direction qualité de vie au travail, du dialogue social et de l'accompagnement managérial

Attribution de l'accord cadre N°8B0002 relatif à la ' Prestation d'interprétariat en langue des signes française pour les agents et usagers de la ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole '

Objet : ACCORD CADRE N°8B0002 « Prestation d'interprétariat en langue des signes française pour les agents et usagers de la ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole » Procédure adaptée
Ce marché est conclu avec un minimum total annuel de 8000 € H.T. et un maximum annuel de 80 000 € H.T. réparti comme suit, pour chacun des membres du groupement : - Ville de Montpellier : minimum : 5000€ H.T. maximum : 60 000 € H.T. - Montpellier Méditerranée Métropole : minimum : 3000€ H.T. maximum : 20 000 € H.T. La société retenue est la société DES'L

N° VD2018-167 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Marché public de prestations intellectuelles dont l'objet principal est l'exercice du rôle de contrôleur technique en vue de la conception et de la réalisation des travaux d'aménagement des archives municipales de la Ville de Montpellier dans les anciens locaux des archives départementales

Objet : signature du marché de prestations intellectuelles dont l'objet principal est l'exercice du rôle de contrôleur technique en vue de la conception et de la réalisation des travaux d'aménagement des archives municipales de la Ville de Montpellier dans les anciens locaux des archives départementales au candidat SOCOTEC pour un montant de 29 040.00 €HT et une durée de 36 mois

N° VD2018-169 - Direction qualité de vie au travail, du dialogue social et de l'accompagnement managérial

Attribution de l'accord cadre N°8B0004 relatif à l' Evaluation de la convention de la Ville de Montpellier avec le FIPHFP et diagnostic en vue d'un conventionnement mutualisé (Ville, Montpellier Méditerranée Métropole, CCAS) avec le FIPHFP '

Objet : La Ville de Montpellier, le CCAS et Montpellier Méditerranée Métropole ont signé une convention de groupement relative à une « Evaluation de la convention de la Ville de Montpellier avec le FIPHFP et diagnostic en vue d'un conventionnement mutualisé (Ville, Montpellier Méditerranée Métropole, CCAS) avec le FIPHFP ».

A la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées soumise aux dispositions de l'article 27 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, dont les critères d'analyse étaient les suivants :

- Valeur technique 60%

- Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif 40%
 le pouvoir adjudicateur a retenu l'offre présentée par le GROUPE ENEIS- 2, Boulevard Saint Martin - 75010 Paris pour un total maximum de 50 000 € H.T.
 Offre économiquement la plus avantageuse.

N° VD2018-170 - Direction Sécurité et Tranquillité Publique
Attribution de l'accord-cadre en appel d'offres ouvert n° 7D0038
Télésurveillance des bâtiments communaux de la Ville de Montpellier
Intervention de sécurité

Ouverture et fermeture de locaux

Autorisation à signer le marché

Objet : Attribution de l'appel d'offres ouvert concernant la télésurveillance des bâtiments communaux sous la forme d'accord cadre à bons de commande sans minimum et sans maximum à la société Générale Industrielle de Protection sise 34971 Lattes sur une durée totale de 4 ans, reconductions comprises.

N° VD2018-172- Direction du Parc de Lunaret

Décision modificative

Renouvellement d'adhésion du Parc de Lunaret

aux associations de conservation ex situ des espèces animales menacées et aux réseaux professionnels des parcs zoologiques

Exercice 2018

Objet : Renouvellement d'adhésion du Parc de Lunaret
 aux réseaux professionnels de conservation
 in situ des espèces animales menacées

Exercice 2018

Un complément de facturation reste à devoir à l'association d'un montant de 1.127 € suite à erreur du montant facturé de la part de l'EAZA

N° VD2018-173 - Direction Aménagement et Renouvellement Urbain

Décision relative à l'accord-cadre de prestations intellectuelles en partie à marchés subséquents et en partie à bons de commande pour une mission de maîtrise d'œuvre urbaine sur le secteur "Acconiers sud" - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de l'accord-cadre de prestations intellectuelles en partie à marchés subséquents et en partie à bons de commande pour une mission de maîtrise d'œuvre urbaine sur le secteur "Acconiers sud"

N° VD2018-177- Direction de la Culture et du Patrimoine

Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association NADALENCA les 10 et 13 avril 2018

Objet : Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association NADALENCA les 10 et 13 avril 2018 contre redevance de 120 €

N° VD2018-180 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

DROIT DE PREEMPTION URBAIN

Propriété PLANAS CANONGE

18 rue des Alouettes

Exercice du droit de préemption

Objet : Il s'agit d'exercer le droit de préemption, pour le compte du Département de l'Hérault, sur la propriété de Mr PLANAS et Mme CANONGE, une villa située 18 rue des Alouettes, cadastrée BN 117, au prix de 290.000 €.

N° VD2018-183 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Contentieux

Commune de MONTPELLIER c/ CARREFOUR PROXIMITE FRANCE

Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de permis de construire n° PC 34172 15V0329

Objet : La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans

l'affaire Ville c/ CARREFOUR PROXIMITE FRANCE

N° VD2018-186 - Direction Aménagement et Renouvellement Urbain

ZAC de la Restanque

Parcelle OL 74

Convention de participation entre la Ville/ SOMIMON/SA3M

Objet : Il s'agit d'approuver une convention de participation aux financements des équipements publics de la ZAC de la Restanque entre la Ville, SOMIMON et SA3M pour l'extension de bâtiments à usage d'entrepôt et pour la création de bureaux situés 281 avenue du Marché Gare à Montpellier. Le montant total de cette convention s'élève à 32 350 €.

N° VD2018-188 - Direction Aménagement et Renouvellement Urbain

ZAC de la Restanque

Parcelle OL 74

Convention de participation entre la Ville/ SOMIMON/SA3M

Objet : Il s'agit d'approuver une convention de participation aux financements des équipements publics de la ZAC de la Restanque entre la Ville, SOMIMON et SA3M pour l'extension de bâtiments à usage d'entrepôt situés 281 avenue du Marché Gare à Montpellier. Le montant total de cette convention s'élève à 25 900€.

N° VD2018-189 - Direction Aménagement et Renouvellement Urbain

Ré-adhésion à l'association AMO Languedoc-Roussillon pour l'année 2018

Objet : Ré-adhésion à l'association AMO Languedoc-Roussillon pour l'année 2018

N° VD2018-190- Direction Architecture et Immobilier

Accord-cadre de travaux à bons de commande pour la réalisation du programme de travaux d'accessibilité des ERP de la Ville de Montpellier

Marché n° 2993 T17-01

Objet : Par délibération n°2015/390 du 29/09/2015, la Ville a approuvé l'Agenda d'Accessibilité Programmée des ERP de la Ville, par le biais d'une programmation pluriannuelle. Par décision n°2016/0283 du 23/08/2016, la Ville a autorisé la signature de la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage mandatant la SA3M pour la réalisation de la mise en accessibilité du patrimoine immobilier bâti communal. Ainsi, pour la mise en accessibilité des 14 premiers ERP de l'Agenda d'Accessibilité Programmée, il est nécessaire de désigner des entreprises pour la réalisation des travaux. La procédure, en vue de la passation de plusieurs accords-cadres de travaux à bons de commande pour la réalisation du programme 2017 des travaux d'accessibilité des ERP de la Ville de Montpellier, dont lots n° 3 « Maçonnerie – Cloisonnement – Carrelage – Revêtement – Peinture » et n° 7 « V.R.D » a été déclaré sans suite, par arrêté n°VA/2017/5470 du 15/01/2018.

Aujourd'hui, pour tenir compte du nouveau planning d'intervention et des contraintes d'intervention en milieu occupé, il est devenu nécessaire de redéfinir le besoin et d'inclure des missions complémentaires non envisagées initialement. Les lots sans suite ont été regroupés dans un seul et même lot, dénommé lot n° 3 « Maçonnerie – Cloisonnement – Carrelage – Revêtement – Peinture - V.R.D » et une procédure adaptée a été à nouveau lancée et engagée par la SA3M, conformément à l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, en vue de la passation d'un accord-cadre à bons de commande avec un maximum (sans minimum) en valeur de 350 000 € H.T, au sens des articles 78 et 80 et pour une durée de 12 mois à notification du marché. La Commission d'appel d'offres de la Ville, dans un avis rendu le 3 avril 2018, a jugé comme économiquement la plus avantageuse l'offre de l'entreprise DARVER.

N° VD2018-194- Direction de la Culture et du Patrimoine

Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association CIMM les 13 et 14 février et les 12, 13 et 14 mars 2018

Objet : Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association CIMM les 13 et 14 février et les 12, 13 et 14 mars 2018 contre redevance de 150 €. Annule et remplace la décision VD2018-020.

N° VD2018-198 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Contentieux

Commune de MONTPELLIER c/ ESNAUD Jacques

Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de permis de construire n° PC 34172 17V0133

Objet : La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ ESNAUD Jacques

N° VD2018-201 - Direction Energie et Moyens Techniques

Attribution d'un accord cadre passé selon une procédure adaptée pour l'achat de pavoisement.

8B0036

Objet : Après consultation, la Ville de Montpellier décide d'attribuer l'Accord Cadre N° 8B0036 "Achat de pavoisement" pour les services de la Ville de Montpellier à la société MACAP PAVOISEMENT pour un montant total annuel estimé de 87 000 € HT. C'est un Accord Cadre unique conclu pour une période maximale d'exécution allant de 36 mois à compter de sa notification.

N° VD2018-202 - Mission Grand Coeur

MONTPELLIER GRAND COEUR

Construction et aménagement des Halles et de la place Alexandre Laissac

Mandat de réalisation à la Société d'aménagement de la Métropole de Montpellier (SA3M)

Avenant n° 1 au marché gros oeuvre

Objet : Un marché de travaux a été passé avec l'entreprise DARVER pour le lot n°1 gros œuvre des halles Laissac et suite à des demandes programmatiques nouvelles et des difficultés matérielles, survenues dans l'exercice du contrat, il y a lieu d'avenanter ce marché.

N° VD2018-203 - Mission Grand Coeur

MONTPELLIER GRAND COEUR

Construction et aménagement des Halles de la place Alexandre Laissac

Mandat de réalisation à la Société d'aménagement de la Métropole de Montpellier (SA3M)

Avenant n°1 au marché Cloisons - doublage - faux plafonds - menuiseries intérieures

Objet : Un marché de travaux a été passé avec le groupement d'entreprise FPI /CARDONNET pour le lot n° 6 Cloisons - doublage - faux plafonds - menuiseries intérieures des nouvelles halles et suite à une demande de modifier la conception des couvertures d'étal, il y a lieu d'avenanter le marché.

N° VD2018-205 - Direction Energie et Moyens Techniques

Cession et Réforme de véhicules et de matériels

Objet : La Commission de Réforme du 17 mai 2018 de la Ville de Montpellier décide;

- de céder des véhicules du Service Parc Auto de la DMT par l'organisme Centre 113;
- de réformer du mobilier des écoles du Service Atelier Technique de la DTM par deux Associations (Association Solidarité Afrique Caraïbe et l'Association Plateforme Humaine et de Solidarité de l'Hérault);
- de réformer certains horodateurs du Service Atelier de Surveillance de la Voie Publique par l'intermédiaire de la TAM;
- de réformer du matériel du Service Technique de la DP de LUNARET par une association KALAWAIT;
- de réformer du matériel Informatique de la DSI par l'Association Informatique Plus Protection de l'Environnement.

N° VD2018-206 - Direction Energie et Moyens Techniques

Ré-adhésions à 4 associations et organismes dans le domaine de l'énergie pour 2018

Objet : Direction Energie Moyens Techniques – service énergie : La Ville de Montpellier décide de renouveler son adhésion à 4 organismes pour un montant total de 10 305 € pour l'exercice 2018 (ALE, AMORCE, Energy-Cities, Envirobat Occitanie)

N° VD2018-207 - Direction Energie et Moyens Techniques

Attribution d'un accord cadre passé selon une procédure adaptée pour l'achat de produits d'épicerie salée et sucrée.

8B0039

Objet : Après consultation, la Ville de Montpellier décide d'attribuer l'Accord Cadre N° 8B0039 "Achat de produits d'épicerie salée et sucrée" pour les services de la Ville de Montpellier à la société SOPRODIS pour un montant total estimé de 85 000 € HT. C'est un Accord Cadre unique conclu pour une période d'exécution de 18 mois à compter de sa notification.

N° VD2018-209- Direction de l'Action Foncière et Immobilière

DROIT DE PREEMPTION URBAIN

Propriété SARL JBMB

Lot 1 - 44 cours Gambetta

Exercice du droit de préemption

Objet : Il s'agit d'exercer le droit de préemption sur la propriété de la SARL JBMB, un local commercial situé dans l'immeuble 44 cours Gambetta, cadastré section HW 58, pour un montant de 70.000 €.

N° VD2018-211 - Direction des Finances (VM)

Direction des Finances

Modification de la régie d'avances

Ajout de dépenses autorisées et augmentation du montant de l'avance

Objet : Pour un meilleur fonctionnement de la régie, il convient d'ajouter des dépenses autorisées et augmenter le montant de l'avance.

N° VD2018-212- Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

ASSURANCE TOUS RISQUES EXPOSITIONS

POLICE AXA ART n°F.1009.654

Avenant exercice 2017

Objet : Le contrat d'assurance Tous risques expositions prévoit que la prime est révisable en fonction du montant des œuvres exposées dans l'année, soit 859 044 309€.

La prime de régularisation d'un montant de 8 691,20€ fait l'objet d'un avenant.

N° VD2018-213 - Direction Sécurité et Tranquillité Publique

Attribution de l'accord cadre en procédure adaptée n° 8B0025

Achat d'accessoires de prévention

Préservatifs féminins et masculins pour la Ville de Montpellier

Autorisation à signer le marché

Objet : Attribution de l'accord cadre à bons de commande n° 8B0025 concernant l'achat de préservatifs féminins et masculins à l'entreprise PHICOGIS Europe sise 67400 Illkirch pour un montant maximum de 40 000,00 Euros H.T. sur une durée totale de 4 ans.

N° VD2018-214- Direction Sports et Jeunesse

MARCHE PUBLIC

' - Contrat de prestations de service -

Achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication, de billet pour le développement des sports extrêmes

FISE WORLD MONTPELLIER EDITION 2018 '

N° 8C0010V50000

Objet : PCS/DSJ/SPORTS : Il y a lieu d'acquérir des prestations, de type communication (naming, publicité équipement professionnel et panneautique), achats de places (VIP hospitalité) dans le cadre d'une démarche de promotion du sport en général et du développement des sports extrêmes en particulier et de l'organisation de l'édition 2018 du FISE World Montpellier.

N° VD2018-216 - Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public

Décision relative au marché n°8D0005 "Location, pose et dépose de décorations lumineuses et illuminations de Noël"

Objet : Décision d'attribution du marché ayant pour objet l'illumination et la mise en lumière de certaines rues et places de la Ville de Montpellier, à l'occasion des fêtes de fin d'année.

N° VD2018-218 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

CONTENTIEUX

Madame Hayette SAAD GUERMECH

Appel contre le jugement du Tribunal des Affaires Sanitaires et Sociales du 20 novembre 2017

Décision de défendre

Objet : La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Madame Hayette SAAD GUERMECH

N° VD2018-219 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

CONTENTIEUX

SARL SIBL CASA CUBANA

Recours contre l'arrêté de terrasse du 1er mars 2018

Décision de défendre

Objet : La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SARL SIBL CASA CUBANA

N° VD2018-220- Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

CONTENTIEUX

Monsieur Alain RICHARD

Appel contre le jugement du 12 octobre 2017

Décision de défendre

Objet : La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Monsieur Alain RICHARD

N° VD2018-221 - Direction des Systèmes d'Information

Attribution d'un marché passé selon une procédure adaptée : Prestations Installation Maintenance informatique, Hotline bureautique

Marché 8B0035

Objet : Dans un souci de maintien qualitatif de l'assistance informatique auprès des services et directions de la Ville, il est temporairement nécessaire de bénéficier de prestations de renfort en installation, maintenance informatique et hotline bureautique. C'est pourquoi il convient d'attribuer le marché de « Prestations Installation Maintenance Informatique, Hotline bureautique » à la société PROSERVIA pour un montant total maximum de 88 000 € HT et une durée d'un an.

N° VD2018-222- Direction des Systèmes d'Information

Renouvellement de la cotisation au Club des Utilisateurs de SEDIT Marianne pour l'année 2018

Objet : Dans le cadre de l'adhésion au Club des Utilisateurs de SEDIT Marianne, il convient de renouveler la cotisation auprès de ce club au titre de l'année 2018 pour un montant de 600 € TTC.

N° VD2018-223- Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Contentieux

Commune de MONTPELLIER c/ TEULADE Thierry

Recours pour excès de pouvoir contre un refus de communication de documents administratifs

Objet : La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ TEULADE Thierry

N° VD2018-224- Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Contentieux

Commune de MONTPELLIER c/ SCI AIGUELONGUE

Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté d'opposition à déclaration préalable

DP 34172 17 00824

Objet : La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SCI AIGUELONGUE

N° VD2018-225 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Contentieux

Commune de MONTPELLIER c/ LABADIE Christophe

Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de permis de construire n° PC 34172 17V0184

Objet : La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ LABADIE Christophe

N° VD2018-226 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Contentieux

Commune de MONTPELLIER c/ SARL LE GRAND ARBRE

Recours pour excès de pouvoir contre la délibération du 01 février 2018 approuvant la création d'un village d'hébergement temporaire, rue de Bionne, parcelle PM11

Objet : La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SARL LE GRAND ARBRE

N° VD2018-227 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Contentieux

Commune de MONTPELLIER c/ PEREZ-LAFONT Benjamin

Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de permis de construire n° PC 34172 17V0178

Objet : La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ PEREZ-LAFONT Benjamin

N° VD2018-228 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Contentieux

Commune de MONTPELLIER c/ SANCHEZ Bruno

Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de permis de construire n° PC 34172 17V0178

Objet : La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SANCHEZ Bruno

N° VD2018-230 - Direction Architecture et Immobilier

Rénovation des Halles des Quatre Saisons

Marché n° 7D0050

Objet : Il s'agit d'un marché public de travaux intitulé "rénovation des Halles des Quatre Saisons". Les travaux sont répartis en deux lots.

Lot 1 : rénovation et extension métallo-textile

Lot 2 : Revêtement de sol

La durée du marché est de deux mois à compter de sa notification, décomposés comme suit :

Délais de préparations de travaux : un mois

Délais de travaux : un mois

N° VD2018-233 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association ECUME les 10 et 14 mai 2018

Objet : Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association ECUME les 10 et 14 mai 2018 contre redevance de 60 €

N° VD2018-234 - Direction des Finances (VM)

Direction Architecture et Immobilier

Clôture de la régie d'avances " Documentation Générale"

Objet : A compter du 1er juin 2018, il convient de clôturer la régie d'avances " Documentation Générale".

N° VD2018-236 - Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public

Marché n°8B0041 - Installation électrique des Estivales de Montpellier / Location, pose et dépose de matériels

Objet : L'objet du marché consiste en la fourniture et la mise à disposition de matériel (location) et mise en œuvre de la distribution-alimentation électrique (après compteurs) des tentes, coffrets d'alimentation et tous autres organes mis en place pour les Estivales.

Le titulaire du marché est la société CQFD pour un montant maximum de 45 000 € HT.

Les critères d'attribution sont les suivants : Notation de la valeur technique : 60 points / Notation du prix des prestations : 40 points

N° VD2018-237 - Direction des Finances (VM)

Direction de la Culture et du Patrimoine

Modification de la régie de recettes**"Parcours Muséographique"****"Ouverture d'un compte de dépôt de fonds"**

Objet : Que pour assurer un meilleur fonctionnement de la régie, il est nécessaire d'ouvrir un compte de dépôts de fonds auprès du Trésor Public.

N° VD2018-241 - Direction Travaux et Maintenance

Fourniture et pose de sièges et gradinages - Réaménagement de la chapelle GELY

MAPA N° 8B0042

Objet : Attribution d'un marché à la société HUGON pour la fourniture et pose de sièges et gradinages concernant le réaménagement de la chapelle GELY en salle de spectacle, d'un montant de 46 750 euros HT et pour une durée de 5 mois à compter de la notification.

N° VD2018-243 - Direction du Parc de Lunaret

Accord cadre à bons de commande

N°8B0038

Traitement et finition des aciers du parc zoologique de Lunaret

Objet : Accord cadre à bons de commande

N°8B0038

Traitement et finition des aciers du parc zoologique de Lunaret

Accord cadre avec mini de 5 000 € HT et maxi de 20 000 € HT pour une durée initiale d'un an renouvelable 3 fois.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont: valeur technique (60%) et prix (40%).

La société SURFACIER domiciliée 155 rue Bigos-34741 VENDARGUES a été retenue; seule cette entreprise a déposé une offre.

N° VD2018-244 - Direction Travaux et Maintenance

Fourniture, pose et raccordement d'une ligne de distribution de repas en self-service pour le restaurant scolaire François Mitterrand - MAPA N°8B0044

Objet : Attribution d'un marché à la société SALAGER SERRA pour le remplacement de l'actuel système de restauration classique par une ligne de distribution de repas assortie d'une ligne de desserte, d'un montant de 31 230 euros HT et pour une durée de 3 mois à compter de la notification.

N° VD2018-246 - Direction de la Cohésion Sociale

Renouvellement de l'adhésion de la Ville de Montpellier à la Coalition Européenne des Villes Contre le Racisme (ECCAR) pour l'année 2018

Objet : Renouvellement de l'adhésion de la Ville de Montpellier à la Coalition Européenne des Villes Contre le Racisme (ECCAR) pour l'année 2018

N° VD2018-247 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

DROIT DE PREEMPTION URBAIN

Propriété SARL VILCHES et Fils

Lot 1 - 40 avenue Georges Clemenceau

Exercice du droit de préemption

Objet : Il s'agit d'exercer le droit de préemption sur la propriété de la Sarl VILCHES et Fils, un local commercial situé 40 avenue Georges Clemenceau, pour un montant de 110.000 € plus 8.250 € de commission d'agence.

N° VD2018-248 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Convention de mise à disposition de la nef de la Maison des Chœurs à l'association Chœur Universitaire Montpellier-Méditerranée le 5 juin 2018

Objet : Convention de mise à disposition de la nef de la Maison des Chœurs à l'association Chœur Universitaire Montpellier-Méditerranée le 5 juin 2018 contre redevance de 30 €

N° VD2018-249 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association l'Accroche Chœur le 28 mai

2018

Objet : Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association l'Accroche Chœur le 28 mai 2018 contre redevance de 30 €

N° VD2018-251- Direction de la Culture et du Patrimoine

Convention de mise à disposition de la nef de la Maison des Chœurs à l'Association I.R.R.P. les 7 et 9 juin 2018

Objet : Convention de mise à disposition de la nef de la Maison des Chœurs à l'Association I.R.R.P. les 7 et 9 juin 2018 contre redevance de 60 €

N° VD2018-252- Direction de la Culture et du Patrimoine

Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'Association Ensemble vocal Tutti le 4 mai 2018

Objet : Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'Association Ensemble vocal Tutti le 4 mai 2018 contre redevance de 30 €

N° VD2018-253- Direction de la Culture et du Patrimoine

Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'Université Paul-Valéry Montpellier III le 15 juin 2018

Objet : Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'Université Paul-Valéry Montpellier III le 15 juin 2018 contre redevance de 120 €

N° VD2018-254 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association Chemin des Cimes le 30 juin 2018

Objet : Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association Chemin des Cimes le 30 juin 2018 contre redevance de 60 €

N° VD2018-255 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association Fiammi Musicali les 23 et 24 juin 2018

Objet : Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association Fiammi Musicali les 23 et 24 juin 2018 contre redevance de 60 €

N° VD2018-257- Direction de la Culture et du Patrimoine

Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au Festival Radio France Occitanie Montpellier les 26 et 27 juillet 2018

Objet : Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au Festival Radio France Occitanie Montpellier les 26 et 27 juillet 2018 contre redevance de 300 €



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Décision modificative - Décision n°VD2018-047

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Qu'une erreur matérielle s'est glissée dans la rédaction de la décision n°VD2018-047 d'attribution du Marché n°7D0036 passé selon une procédure adaptée pour des prestations de services d'assurances : Lot 1 Assurance Responsabilité civile et risques annexes (attributaire : SMACL), Lot 2 Assurance Flotte automobile et risques annexes (attributaire : Assurances Sécurité/ La Sauvegarde – GMF), Lot 3 Assurance multirisques Garage (attributaire : PNAS/AREAS) ;

- Que l'erreur matérielle concerne le montant de la prime d'assurance de la Compagnie LA SAUVEGARDE – GMF, 140-148 Rue Anatole France – 92597 LEVALLOIS PERRET Cedex / Assurances Sécurité – 64 ES Avenue Kennedy – 59000 LILLE (courtier) pour le lot n°2 Flotte automobile et risques annexes.

Décide en conséquence :

- De prendre note que le montant de la prime indiqué dans l'acte d'engagement du lot n°2 Flotte automobile et risques annexes attribué à la Compagnie LA SAUVEGARDE – GMF, 140-148 Rue Anatole France – 92597 LEVALLOIS PERRET Cedex / Assurances Sécurité – 64 ES Avenue Kennedy – 59000 LILLE (courtier) est de 107 229,96 euros TTC et non pas 103 248, 55 euros TTC.

Montpellier, le 27/04/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 02/05/2018
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Contentieux

Madame NICOULEAU

Recours contre la décision du 03 janvier 2018
refusant l'imputabilité au service de son accident
du 04 septembre 2017

Décision de défendre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que Madame Cécile NICOULEAU conteste (instance n°1800979-3) la décision du 03 janvier 2018 refusant de reconnaître l'imputabilité au service de son accident du 04 septembre 2017;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 930 ;

Décision n° VD2018-122

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 05/06/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 08/06/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Attribution d'un marché public en appel d'offres
ouvert pour l'achat de quincaillerie, visserie et
échelles.
(N°7D0010)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué aux Finances ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de quincaillerie, visserie et échelles pour les services de la Ville. Ces achats sont de nature à assurer les petits travaux des bâtiments de la Ville de Montpellier ainsi qu'à l'occasion de toutes autres manifestations organisées par celle-ci sur la commune ;
- Qu'une procédure d'appel d'offres ouvert a été lancée, en date du 25 septembre 2017, soumise aux articles 25- I. 1° et 67 à 68 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016. Ce marché n°7D0010 est passé en application de l'article 78 dudit Décret relatif aux accords-cadres (Accord-cadre à bons de commande sans minimum et sans maximum) ;
- Conformément à l'article 28 de l'ordonnance du 23 juillet 2015, ce marché est passé pour le Groupement de commandes entre la **Ville de Montpellier, Montpellier Métropole Méditerranée, le Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier, les communes de Castelnau-Le-Lez, Jacou et Pignan** dans les conditions prévues par la convention constitutive dudit groupement.
Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur de chaque collectivité au fur et à mesure des besoins. Ce marché est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de sa notification. Le marché peut être reconduit par périodes successives de 1 an, pour une durée maximale de reconduction de 3 ans ;

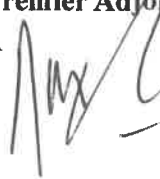
Décision n° VD2018-143

- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres du lot n°1 (quincaillerie et visserie) étaient les suivants : le prix pour 60% et la valeur technique pour 40% ;
- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 20 mars 2018, a attribué le lot n°1 à la société QUINCAILLERIE ANGLES, boulevard des Balquières, BP 3356, 12033 RODEZ CEDEX 9, qui a proposé l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres du lot n°2 (quincaillerie aluminium) étaient les suivants : le prix pour 60% et la valeur technique pour 40% ;
- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 20 mars 2018, a attribué le lot n°2 à la société QUINCAILLERIE ANGLES, boulevard des Balquières, BP 3356, 12033 RODEZ CEDEX 9, qui a proposé l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres du lot n°3 (échelles) étaient les suivants : le prix pour 60% et la valeur technique pour 40% ;
- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 20 mars 2018, a attribué le lot n°3 à la société QUINCAILLERIE ANGLES, boulevard des Balquières, BP 3356, 12033 RODEZ CEDEX 9, qui a proposé l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères ;

Décide en conséquence :

- D'autoriser la signature du marché « Achats de quincaillerie, visserie et échelles (N°7D0010) »
 - o pour le lot n°1 à la société QUINCAILLERIE ANGLES pour un montant total annuel de commandes estimé à 140 000 € HT ;
 - o pour le lot n°2 à la société QUINCAILLERIE ANGLES pour un montant total annuel de commandes estimé à 22 000 € HT ;
 - o pour le lot n°3 à la société QUINCAILLERIE ANGLES pour un montant total annuel de commandes estimé à 12 000 € HT. Ce sont des marchés uniques qui sont conclus pour une première période d'exécution d'un an à compter de la date de notification du marché, pour une durée maximale possible de reconduction de trois ans ;
- De dire que la dépense sera imputée sur les budgets fonctionnement et investissement, tous chapitres ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint Délégué aux Finances à signer tous les documents relatifs à ces affaires ;
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15/05/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 17/05/2018
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Assurance responsabilité civile de la Ville de MONTPELLIER - Affaire HERVERA Danielle

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que le 27 mars 2015, Madame HERVERA a fait une chute sur une excavation lorsqu'elle empruntait la rue de la Valfère à Montpellier ;
- Que Madame HERVERA Danielle impute à la Ville de Montpellier la responsabilité de ce sinistre et l'assigne devant le Tribunal Administratif par requête introductive d'instance ;

Décide en conséquence :

- De défendre dans cette affaire par l'intermédiaire d'AREAS, cabinet PNAS – 159 rue du Faubourg Poissonnière, 75009 PARIS – et de ses avocats en première instance, en appel et devant toutes juridictions qui auront à en connaître ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 27/04/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 02/05/2018
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Travaux et Maintenance
Service Administration et Comptabilité

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Mise en place d'un plan de lutte contre les
nuisibles
Avenant n°1 au Marché 5B0049**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Sonia KERANGUEVEN ;

Considérant :

- Que par décision n° 2015/147 en date du 21 mai 2015 le pouvoir adjudicateur a confié à l'entreprise ISS hygiène et Prévention sise, 216 rue Charles Nungesser -34135 Mauguio le marché 5B0049 concernant la mise en place d'un plan de lutte contre les nuisibles dans les offices et restaurants scolaires et les établissements de la petite enfance de la Ville ;
- Qu'un prolongement d'une durée de 9 mois, soit jusqu'au 22 février 2019, est nécessaire afin d'assurer la continuité des prestations avec le titulaire du marché avant que le nouveau marché rassemblant l'ensemble des prestations relatives à la lutte anti-vectorielle soit notifié.

Décide en conséquence :

Article 1 : D'autoriser l'avenant n°1 au marché de mise en place d'un plan de lutte contre les nuisibles dans les offices, les restaurants scolaires et les établissements de la petite enfance à l'entreprise ISS Hygiène et Prévention, tout en conservant le montant maximum du marché à bons de commande qui était de 85 500€ HT ;

Décision n° VD2018-153

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Ville, chapitre 902 ;

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer l'avenant n°1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 31/05/2018
Madame l'Adjointe au Maire
Sonia KERANGUEVEN

Publiée le : 01/06/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

55

2018/1158

Décision n° VD2018-155



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Convention de mise à disposition de la Maison des
Chœurs à l'association Arecos le 10 avril et le 24
mai 2018**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'association ARECOS a déposé une demande en vue d'utiliser la NEF et la Maison des Chœurs le 10 avril de 13h 30 à 16h30 et le 24 mai 2018 de 9h00 à 22h00 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 180 € sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2017/138 du 21 décembre 2017;

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 24/05/2018
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 28/05/2018
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur
Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :
Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Attribution d'un accord cadre passé selon une
procédure adaptée pour l'achat d'outillages et
fournitures, consommables et produits d'atelier et
de chantier.
7B0084**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat d'outillages et fournitures, consommables et produits d'atelier et de chantier répondant aux besoins et réparations proposés par les services de la Ville de Montpellier;
- Qu'une procédure de mise en concurrence d'entreprises spécialisées (n°7B0084) a été lancée, en date du 24 octobre 2017, conformément à l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et soumise aux dispositions de l'article 27, 78 et 80 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 sous forme d'un Accord Cadre à bons de commande, pour une durée d'exécution maximale allant jusqu'au 31 décembre 2019 à compter de sa notification;
- Que les critères d'analyse, pour le jugement des offres pour le lot n°1(*Achat d'outillages et de fournitures d'atelier et de chantier*) étaient les suivants : 40 % pour le prix des prestations, 30% pour le prix de la liste cachée, 10% pour la mise à disposition d'un accès en ligne avec papier, 10% pour l'impact environnemental véhicule de livraison et 10% pour le délai réduit de livraison ;

Décision n° VD2018-161

- Qu'après analyse, la société LEGALLAIS, 7 rue d'Atalante CITIS, 14200 HEROUVILLE SAINT CLAIR, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse ;
- Que les critères d'analyse, pour le jugement des offres pour le lot n°2 (*Achat de consommables et de produits d'atelier et de chantier*) étaient les suivants : 40 % pour le prix des prestations, 30% pour le prix de la liste cachée, 10% pour la mise à disposition d'un accès en ligne avec papier, 10% pour l'impact environnemental véhicule de livraison et 10% pour le délai réduit de livraison ;
- Qu'après analyse, la société FOUSSIER, ZA du Monné, CS 20008, 72705 ALLONNES Cedex, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer l'accord-cadre « Achat d'outillages et fournitures, consommables et produits d'atelier et de chantier n°7B0084 » à l'entreprise LEGALLAIS, pour un montant total maximum de commandes de 44 000.00 € H.T, pour le lot n°1 et à l'entreprise FOUSSIER pour un montant total maximum de commandes de 44 000.00 € H.T, pour le lot n°2, conclus pour une durée d'exécution maximale allant jusqu'au 31 décembre 2019 à compter de sa notification ;
- De dire que la dépense sera imputée sur les budgets fonctionnement et investissement de la Ville, tous chapitres ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint, à signer tout document relatif à cette affaire ;
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02/05/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 02/05/2018
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances (VM)
Service Actionnariat et Partenariats

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Renouvellement de l'adhésion à l'association des maires de France et à l'association des maires de l'Hérault - Exercice 2018

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° VAR2018-0880 donnant délégation de signature à Monsieur le Premier Adjoint Max LEVITA, délégué aux Finances.

Considérant :

- Que, créée en 1907 et reconnue d'utilité publique dès 1933, l'Association des Maires de France est aux côtés des Maires et des Présidents d'intercommunalité pour défendre les libertés locales, appuyer les élus dans la gestion au quotidien et préserver les intérêts des collectivités et de leurs groupements ;
- Que l'Association des Maires de l'Hérault représente sur le plan départemental l'Association des Maires de France ;
- Que la fonction de l'AMF 34 est donc de faire remonter les attentes, voire les revendications des communes de l'Hérault et que, pour cela, il est donc nécessaire de disposer d'un réseau départemental permettant de recueillir les avis des Maires de toute la France ;
- Qu'aujourd'hui, 34 486 maires et 1 481 présidents d'EPCI en sont adhérents ;
- Qu'il est proposé au titre de l'année 2018 l'adhésion à l'Association de Maires de France et celle des Maires de l'Hérault, par le versement d'une cotisation d'un montant de 43 995,86 € TTC.

Décide en conséquence :

- D'approuver le versement de la cotisation telle que définie ci-dessus pour un montant de 43995,86 € TTC;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2018 sur la nature 6281 chapitre 930 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Décision n° VD2018-162



Montpellier, le 28/05/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 30/05/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction qualité de vie au travail, du dialogue social et de l'accompagnement managérial
Service qualité de vie au travail

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Attribution de l'accord cadre N°8B0002 relatif à
la ' Prestation d'interprétariat en langue des
signes française pour les agents et usagers de la
ville de Montpellier et de Montpellier
Méditerranée Métropole '**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, conseiller municipal délégué ;

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont signé une convention de groupement relative à la « Prestation d'interprétariat en langue des signes française pour les agents et usagers de la ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole » ;
- Qu'il est nécessaire de procéder à une mise en concurrence pour ce marché ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées soumise aux dispositions de l'article 27 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, dont les critères étaient la valeur technique (60%) et le prix des prestations (40%) et d'une négociation, le pouvoir adjudicateur a retenu l'offre présentée par la société DES-L, offre économiquement la plus avantageuse.


Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché N°8B0002 précité à l'entrepris DES-L, 28, rue des Anémones - 34170 Castelnau le Lez pour 12 mois ;
- Ce marché est conclu avec un minimum total annuel de 8000 € H.T. et un maximum annuel de 80 000 € H.T. réparti comme suit, pour chacun des membres du groupement:

Décision n° VD2018-165

- o Ville de Montpellier : minimum : 5000€ H.T. maximum : 60 000 € H.T ;
 - o Montpellier Méditerranée Métropole : minimum : 3000€ H.T. maximum : 20 000 € H.T ;
- De dire que la dépense sera imputée sur la ligne budgétaire de la Ville au chapitre 930;
 - De dire que la dépense sera imputée sur la ligne budgétaire de la Métropole au chapitre 930 ;
 - D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;
 - Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 03/05/2018
Monsieur le Conseiller municipal
Abdi EL KANDOUSSI



Publiée le : 07/05/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Marché public de prestations intellectuelles dont
l'objet principal est l'exercice du rôle de
contrôleur technique en vue de la conception et de
la réalisation des travaux d'aménagement des
archives municipales de la Ville de Montpellier
dans les anciens locaux des archives
départementales**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
 - Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
 - Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
 - Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle MARSALA ;
 - Vu la convention de mandat en date du 10 août 2015 conclue au bénéfice de Société d'Aménagement de l'Agglomération Montpelliéraine (SAAM), devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M).

Considérant :

- Que par délibération du 25 mars 2013, la Ville a fait l'acquisition de l'ancien bâtiment des Archives départementales de l'Hérault, 2, avenue de Castelnau pour y installer et y regrouper les Archives municipales actuellement réparties entre la médiathèque Emile-Zola (Archives historiques) et l'ancienne mairie (Archives contemporaines) ;
- Que par délibération n° 2015/304 du 23 juillet 2015, le Conseil municipal :
 - o a approuvé le projet de réhabilitation de l'ancien bâtiment des archives départementales de l'Hérault, son programme et son enveloppe financière prévisionnelle ;
 - o a approuvé les termes de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, mandatant la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue SA3M, pour la réalisation de cette opération ;

Décision n° VD2018-167

- Qu'une procédure adaptée, conduite dans le cadre de l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 d'application de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015, a été lancée le 2 Février 2018 en vue de la passation d'un marché de prestations intellectuelles dont l'objet principal est l'exercice du rôle de contrôleur technique ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - o Qualité technique de l'offre : Analyse de la Méthodologie et de l'organisation : 60 % ;
 - o Qualité financière de l'offre – Analyse du Prix : 40 % ;
- Qu'après l'analyse des offres, il est proposé à la Ville de Montpellier de retenir l'offre du candidat SO-COTEC pour un montant de 29 040.00 €HT, offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'analyse présentée dans le Rapport d'Analyse des Offres et établie en fonction des critères et sous critères de jugement des offres annoncés dans le Règlement de la consultation.

Décide en conséquence :

Article 1 : D'autoriser la signature du marché de prestations intellectuelles dont l'objet principal est l'exercice du rôle de contrôleur technique en vue de la conception et de la réalisation des travaux d'aménagement des archives municipales de la Ville de Montpellier dans les anciens locaux des archives départementales au candidat SOCOTEC pour un montant de 29 040.00 €HT et pour une durée de 36 mois ;

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Ville, chapitre 903 ;

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 07/05/2018

Madame l'Adjointe au Maire

Isabelle MARSALA

Publiée le : 17/05/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction qualité de vie au travail, du dialogue social et de l'accompagnement managérial
Service qualité de vie au travail

**Extrait du registre des
 Décisions de la Mairie de
 Montpellier**

**Attribution de l' accord cadre N°8B0004 relatif à
 l' Evaluation de la convention de la Ville de
 Montpellier avec le FIPHFP et diagnostic en vue
 d'un conventionnement mutualisé (Ville,
 Montpellier Méditerranée Métropole, CCAS)
 avec le FIPHFP '**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI.

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier, le CCAS et Montpellier Méditerranée Métropole ont signé une convention de groupement relative à une « Evaluation de la convention de la Ville de Montpellier avec le FIPHFP et diagnostic en vue d'un conventionnement mutualisé (Ville, Montpellier Méditerranée Métropole, CCAS) avec le FIPHFP » ;
- Que la Ville de Montpellier est mandataire du Groupement ;
- Qu'il est nécessaire de procéder à une mise en concurrence pour ce marché ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées N°8B0004 soumise aux dispositions de l'article 27 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, dont les critères d'analyse étaient les suivants :
 - o Valeur technique 60%
 - o Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif 40%
 le pouvoir adjudicateur a retenu l'offre présentée par le GROUPE ENEIS- 2, Boulevard Saint Martin
 - 75010 Paris, offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité n°8B0004 à GROUPE ENEIS- 2, Boulevard Saint Martin - 75010 Paris pour une durée maximale de 12 mois;
Ce marché est conclu avec sans minimum avec maximum annuel de 50 000 € H.T. réparti comme suit, pour chacun des membres du groupement :
 - o La Ville de Montpellier : 35 200 € H.T.
 - o Montpellier Méditerranée Métropole : 9600 € H.T.
 - o le CCAS 3200 € H.T ;
- De dire que la dépense sera imputée sur la ligne budgétaire de la Ville au chapitre 930 ;
- De dire que la dépense sera imputée sur la ligne budgétaire de la métropole au chapitre 930 ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal du CCAS ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout (s) document(s) relatif(s) à cette affaire ;
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 03/05/2018
Monsieur le Conseiller municipal
Abdi EL KANDOUSSI



Publiée le : 07/05/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Sécurité et Tranquillité Publique
Service Ressources Communes

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Attribution de l'accord-cadre en appel d'offres
ouvert n° 7D0038
Télésurveillance des bâtiments communaux de la
Ville de Montpellier
Intervention de sécurité
Ouverture et fermeture de locaux
Autorisation à signer le marché**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal délégation de signature à Madame Lorraine ACQUIER, Adjointe déléguée à la Sécurité, aux Relations aux publics et aux Affaires militaires ;

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier souhaite procéder à la télésurveillance des bâtiments communaux, à des interventions de sécurité et à l'ouverture et fermeture de locaux ;
- Qu'une procédure en appel d'offres ouvert a été lancée en date du 20 décembre 2017 conformément aux dispositions des articles 25-I – 1° alinéa et 67 à 68 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Que les prestations feront l'objet d'un accord cadre à bons de commande sans minimum, et sans maximum, passé à prix unitaires en application des articles 78 et 80 des accords-cadres ;
- Que l'accord cadre est conclu pour une période initiale d'un an à compter de la notification de l'accord cadre et peut faire l'objet de trois reconductions tacites possibles par période successives d'un an ;
- Que la valeur estimée de l'accord cadre est de 2 000 000,00 Euros H.T. sur la durée totale de quatre ans ;
- Que la société Générale Industrielle de Protection – Languedoc Roussillon (G.I.P.) sise ZAC Font de la Banquière – B.P 60028 – 34971 Lattes a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse selon les critères de jugement des offres suivants :
 - Valeur technique de l'offre au regard du cadre de mémoire technique : 60 %
 - Montant des prestations : 40 %

Décide en conséquence :

- D'attribuer l'appel d'offres ouvert sous la forme d'accord cadre à bons de commande sans minimum et sans maximum à la société Générale Industrielle de Protection – Languedoc Roussillon (G.I.P.) sise ZAC Font de la Banquière – B.P 60028 – 34971 Lattes sur une période initiale d'un an ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Ville - Chapitre : 931 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe au Maire déléguée à la Sécurité, aux Relations aux publics et aux Affaires militaires, à signer les marchés avec la société retenue, et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 02/05/2018
Madame l'Adjointe au Maire
Lorraine ACQUIER

Publiée le : 02/05/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction du Parc de Lunaret
Service Administration (Parc de Lunaret)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision modificative
Renouvellement d'adhésion du Parc de Lunaret
aux associations de conservation ex situ des
espèces animales menacées et aux réseaux
professionnels des parcs zoologiques
Exercice 2018**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal donnant délégation à Monsieur Henri De VERBIZIER aux espaces verts, au parc de Lunaret et aux commissions de sécurité et d'accessibilité ;
- Vu la délibération du conseil municipal n°2014/13 en date du 17 février 2014 ;
- Vu la Directive européenne 1999/22/CE du 29 mars 1999, appelée « Directive zoo », transposée dans l'Arrêté ministériel du 25 mars 2004, chapitre 6, article 53, qui rappelle le rôle des parcs zoologiques en matière de conservation des espèces menacées, de sensibilisation du public et de recherche scientifique ;
- Vu la décision VD2018-001 du 16/02/2018.

Considérant :

- Que les parcs zoologiques sont encouragés non seulement à participer aux programmes d'élevage en captivité d'espèces menacées mais aussi à soutenir concrètement, scientifiquement et financièrement les projets de protection des espèces menacées dans leur habitat naturel au sein de leur pays d'origine (conservation in situ).
L'intermédiaire d'associations expérimentées et reconnues en la matière est une bonne alternative ;
- Que l'adhésion à ces associations et l'implication dans ces programmes d'élevage est par ailleurs une reconnaissance de l'implication concrète du Parc de Lunaret dans sa mission de conservation et de recherche scientifique ;

- Qu'il convient de verser à l'association EAZA un complément de cotisations en raison d'une erreur de facturation de leur part.

Décide en conséquence :

Article 1 : De verser, dans le cadre de son adhésion aux associations de conservation « ex situ », une cotisation complémentaire à l'association EAZA (European Association of Zoos and Aquarias) pour un montant de 1.127 € ;

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Direction parc de Lunaret de la Ville, chapitre 933 ;

Article 3 : De dire que Monsieur l'Adjoint délégué est autorisé à signer tout document relatif à cette affaire ;

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14/05/2018
Monsieur l'Adjoint au Maire
Henri de VERBIZIER

Publiée le : 17/05/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement et Renouvellement Urbain
Service Montpellier Territoires Est & Nord

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à l'accord-cadre de prestations
intellectuelles en partie à marchés subséquents et
en partie à bons de commande pour une mission
de maîtrise d'œuvre urbaine sur le secteur
"Acconiers sud" - Autorisation de signature**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le code de l'urbanisme et plus particulièrement son article L.300-3 ;
- Vu l'arrêté n° VAR2018-0900 en date du 2 mars 2018 de M. Philippe SAUREL, Maire de Montpellier donnant à Mme Chantal MARION, Adjointe au Maire, déléguée à l'Urbanisme et l'Aménagement foncier opérationnels et aux Relations internationales liées à l'économie, délégation de fonctions ;
- Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la convention de mandat en date du 27 juin 2017 conclue avec la SA3M, autorisant, en qualité de Directeur Général, Monsieur Christophe PEREZ à signer les marchés faisant l'objet de cette convention.

Considérant :

- Que dans le cadre de sa politique de réinvestissements des quartiers existants et de requalification des espaces publics, la Ville de Montpellier a décidé de lancer le réaménagement d'un périmètre situé au niveau de la section sud de la rue des Acconiers entre le pont André Lévy et l'impasse Galilée ;
- Que pour préciser les conditions de réalisation de cette opération, la Ville de Montpellier a décidé d'engager un programme d'études et d'expertises techniques pour affiner la faisabilité technique, administrative et financière de cette opération avant de désigner un architecte-urbaniste en chef de l'opération ;
- Qu'une procédure a été lancée par la SA3M dans le cadre de son mandat conformément aux dispositions de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et de son décret d'application n°2016-360 en date du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord-cadre de prestations intellectuelles en partie à marchés subséquents et en partie à bons de commande pour une mission de maîtrise d'œuvre urbaine pour une durée de 7 ans à compter de sa notification. Il s'agit d'un accord-cadre avec un montant minimum de 19 940 € HT (définition du parti d'aménagement et plan guide) et un montant maximum de 200 000 € HT.
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - o Prix des prestations (40%) apprécié au regard du détail quantitatif estimatif DQE,

Décision n° VD2018-173

- o Valeur technique de l'offre (60 %) appréciée au regard du mémoire méthodologique et organisationnel demandé concernant la compréhension des enjeux, l'adéquation des moyens et des compétences par mission et la méthodologie de conception du projet.
- Qu'après analyse, le groupement GARCIA-DIAZ (mandataire) / GRAND ANGLE présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer l'accord-cadre de prestations intellectuelles en partie à marchés subséquents et en partie à bons de commande pour une mission de maîtrise d'œuvre urbaine avec le groupement GARCIA-DIAZ (mandataire) / GRAND ANGLE pour un montant minimum de 19 940 € HT (définition du parti d'aménagement et plan guide) et un montant maximum de 200 000 € HT et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 14/05/2018
Madame l'Adjointe au Maire
Chantal MARION

Publiée le : 22/05/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Convention de mise à disposition de la Maison des
Chœurs à l'association NADALENCA les 10 et 13
avril 2018**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe déléguée à la Culture.

Considérant :

- Que l'association NADALENCA a fait une demande en vue d'utiliser la nef le 10 avril 2018 de 19h00 à 23h00 et la Maison des Chœurs le 13 avril 2018 de 15h à 22h30 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 120 € sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2017/452 du 21 décembre 2017.

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 06/06/2018
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 08/06/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

DROIT DE PREEMPTION URBAIN
Propriété PLANAS CANONGE
18 rue des Alouettes
Exercice du droit de préemption

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
 - Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de la Métropole, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1^{er} alinéa de l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme ;
- Vu la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Chantal MARION, Adjointe à l'Urbanisme et l'Aménagement foncier opérationnels et aux Relations internationales liées à l'économie ;
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme ;
 - Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 ;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal ;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé ;
- Vu l'estimation des services fiscaux du 29 mars 2018 ;
- Vu la demande du Département de l'Hérault.

Considérant :

- Considérant que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative au droit de préemption urbain détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;

Décision n° VD2018-180

- que par décision du 4 janvier 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a délégué à la Ville de Montpellier, conformément à l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé sur une partie du territoire communal ;

- que le 27 février 2018, Monsieur Georges PLANAS et Madame Patricia CANONGE ont déposé une déclaration d'intention d'aliéner une villa située 18 rue des Alouettes, cadastrée section BN 117, au prix de 290.000 € ;

- que la propriété de Monsieur PLANAS et Madame CANONGE est comprise dans un secteur où le droit de préemption urbain a été délégué à la Ville ;

- que le Département de l'Hérault souhaite acquérir cette villa afin de réaliser un projet immobilier en lien avec le foyer de l'enfance propriété départementale voisine. L'acquisition de cette propriété insalubre et squattée qui fait face plus précisément à la pouponnière départementale, permettra de sécuriser cet équipement et de réaliser un nouvel édifice destiné aux mineurs non accompagnés ;

- que le Département de l'Hérault, a fait part à la Ville de son intérêt pour ce bien et lui demande d'exercer le droit de préemption pour son compte ;

- qu'il paraît opportun dans ces conditions pour la Ville de MONTPELLIER d'exercer le droit de préemption sur ce bien afin de le rétrocéder au Département de l'Hérault qui réalisera le projet d'intérêt général énoncé ci-dessus, projet conforme au Plan Local d'Urbanisme de la Ville de MONTPELLIER et aux articles L 210-1 et L 300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut être exercé, notamment, afin de réaliser des équipements collectifs.

Décide en conséquence :

- d'exercer le droit de préemption sur la propriété Monsieur PLANAS et Madame CANONGE, située 18 rue des Alouettes, cadastrée section BN 117, au prix de 290.000 € proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner ;

- que le Département de l'Hérault intervienne à l'acte d'acquisition en qualité de tiers payeur, le bien lui étant ensuite immédiatement rétrocédé par la Ville.

- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.



Montpellier, le **26 AVR. 2018**
Madame l'Adjointe au Maire
Chantal MARION

Publiée le : 02/05/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ CARREFOUR
PROXIMITE FRANCE
Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de
permis de construire n° PC 34172 15V0329

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :


- Que par un arrêté du 30/09/2016, Monsieur le Maire de MONTPELLIER a accordé un permis de construire à la SAS LP EXPANSION, visant à réaliser la construction d'un bâtiment multi-usages (Drive Leclerc + parc de stationnement + salle de sport « Fitness »), 890 av Fabre de Saint Castor ;
- Que la société CARREFOUR PROXIMITE FRANCE a déposé une requête en suspension de l'arrêté auprès de la Cour Administrative d'Appel de Marseille, le 27/03/2018 sous le n° 18MA01398 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;

Décision n° VD2018-183

- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 930 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.



Montpellier, le 28/05/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 30/05/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement et Renouvellement Urbain
Service Montpellier Territoires Ouest & Sud

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**ZAC de la Restanque
Parcelle OL 74
Convention de participation entre la Ville/
SOMIMON/SA3M**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le code de l'urbanisme et plus particulièrement son article L.311-4 ;
- Vu la délibération n°2009/64 du Conseil municipal en date du 30/03/ 2009 approuvant le dossier de création de la Zone d'Aménagement Concerté de la Restanque ;
- Vu la délibération n° 2012/273 du Conseil municipal du 25/06/2012 approuvant les termes de la concession d'aménagement confiant à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) l'aménagement de la ZAC de la Restanque ;
- Vu la concession d'aménagement signée le 26/07/2012 ;
- Vu la délibération n° 2014/99 du 17/02/2014 approuvant les termes de l'avenant n°1 à la concession d'aménagement ;
- Vu l'avenant n° 1 à la concession d'aménagement signé le 18/03/2014 ;
- Vu la modification des statuts de la SAAM devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) par assemblée générale extraordinaire du 24/05/2016 ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Chantal MARION, Adjointe au Maire déléguée à l'urbanisme et à l'aménagement foncier opérationnels ;

Considérant :

- Que la SOMIMON, constructeur, souhaite réaliser l'extension de bâtiments existants à usage d'entrepôt et la création de bureaux situés 281 avenue du Marché Gare dans le périmètre de la ZAC de la Restanque ;
- Qu'il y a lieu d'établir, en vue de la joindre à une demande de permis de construire, une convention de participation entre la Ville de Montpellier, SOMIMON et la SA3M afin de préciser les conditions de participation financière au coût de l'équipement de la Zone d'Aménagement Concerté de la Restanque, la parcelle cadastrée section OL 74 objet du programme de construction, étant localisée à l'intérieur du périmètre de la ZAC ;

Décision n° VD2018-186

- Les éléments suivants relatifs au projet de construction envisagée, résumés comme suit :
 - surface de plancher (SDP) envisagée : 407 m² SDP à usage d'entrepôt et 100 m² à usage de bureaux ;
 - Calcul du montant estimé de la participation :
 - Base de calcul : 120€/m² SDP pour les surfaces à usage de bureaux et 50 €/m² SDP pour les surfaces à usage d'entrepôt (valeur année novembre 2017) :
 $(407 \text{ m}^2 \times 50\text{€} = 20\,350\text{€}) + (100 \text{ m}^2 \times 120 \text{ €} = 12\,000\text{€}) = 32\,350\text{€}$
- Le montant total définitif de la participation du constructeur sera calculé sur la base du nombre de m² SDP autorisé par le permis de construire effectivement délivré.

Décide en conséquence :

- D'autoriser la conclusion de la convention de participation entre la Ville de Montpellier, la SOMIMON et la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) telle qu'annexée à la présente décision ;
- D'autoriser le versement du montant de la participation directement au bénéfice de la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) conformément à l'article 4 de la convention de participation ;
- D'autoriser Madame l'Adjointe déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 12/05/2018
Madame l'Adjointe au Maire
Chantal MARION

Publiée le : 17/05/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement et Renouvellement Urbain
Service Montpellier Territoires Ouest & Sud

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**ZAC de la Restanque
Parcelle OL 74
Convention de participation entre la Ville/
SOMIMON/SA3M**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le code de l'urbanisme et plus particulièrement son article L.311-4 ;
- Vu la délibération n°2009/64 du Conseil municipal en date du 30/03/ 2009 approuvant le dossier de création de la Zone d'Aménagement Concerté de la Restanque ;
- Vu la délibération n° 2012/273 du Conseil municipal du 25/06/2012 approuvant les termes de la concession d'aménagement confiant à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) l'aménagement de la ZAC de la Restanque ;
- Vu la concession d'aménagement signée le 26/07/2012 ;
- Vu la délibération n° 2014/99 du 17/02/2014 approuvant les termes de l'avenant n°1 à la concession d'aménagement ;
- Vu l'avenant n° 1 à la concession d'aménagement signé le 18/03/2014 ;
- Vu la modification des statuts de la SAAM devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) par assemblée générale extraordinaire du 24/05/2016.
- Vu l'arrêté donnant délégation à Chantal MARION, Adjointe au Maire déléguée à l'urbanisme et à l'aménagement foncier opérationnels ;

Considérant :

- Que la SOMIMON, constructeur, souhaite réaliser la construction d'un bâtiment à usage d'entrepôt situés 281 avenue du Marché Gare dans le périmètre de la ZAC de la Restanque ;
- Qu'il y a lieu d'établir, en vue de la joindre à une demande de permis de construire, une convention de participation entre la Ville de Montpellier, SOMIMON et la SA3M afin de préciser les conditions de participation financière au coût de l'équipement de la Zone d'Aménagement Concerté de la Restanque, la parcelle cadastrée section OL 74 objet du programme de construction, étant localisée à l'intérieur du périmètre de la ZAC ;

Décision n° VD2018-188

- Les éléments suivants relatifs au projet de construction envisagée, résumés comme suit :
 - surface de plancher (SDP) envisagée : 518 m² SDP de locaux à usage d'entrepôt
 - Calcul du montant estimé de la participation :
 - Base de calcul : 50 €/m² SDP pour les locaux à usage d'entrepôt (valeur année novembre 2017) : (518 m² x 50€ = 25 900€)

Le montant total définitif de la participation du constructeur sera calculé sur la base du nombre de m² SDP autorisé par le permis de construire effectivement délivré.

Décide en conséquence :

- D'autoriser la conclusion de la convention de participation entre la Ville de Montpellier, la SOMIMON et la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) telle qu'annexée à la présente décision ;
- D'autoriser le versement du montant de la participation directement au bénéfice de la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) conformément à l'article 4 de la convention de participation ;
- D'autoriser Madame l'Adjointe déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 11/05/2018
Madame l'Adjointe au Maire
Chantal MARION

Publiée le : 17/05/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction Aménagement et Renouvellement Urbain****Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier****Ré-adhésion à l'association AMO Languedoc-
Roussillon pour l'année 2018****Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Mme Chantal MARION, Adjointe au Maire, déléguée à l'Urbanisme et à l'Aménagement foncier opérationnels et aux Relations internationales liées à l'économie

Considérant :

- Que l'association Architecture et Maîtres d'ouvrage (AMO) – Languedoc-Roussillon regroupe des architectes, maîtres d'ouvrage, et industriels de la région ;
- Que cette association organise notamment des rencontres, des journées nationales et des voyages tout au long de l'année ;
- Que l'adhésion à cette association donne à la Ville l'opportunité unique de participer à des manifestations et des échanges de réflexions à fort enjeu architectural et urbain.

Décide en conséquence :

- De confirmer la ré-adhésion de la Ville à l'association AMO LR pour un montant de 800 € pour l'exercice 2018 ;
- D'accepter le versement de la cotisation 2018 à l'association AMO LR ;
- De prélever la dépense d'un montant de 800 € sur les crédits 2018 de la Ville au chapitre 935 ;

Décision n° VD2018-189

- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Madame l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier le 02/05/2018
Madame l'Adjointe au Maire
Chantal MARION

Publiée le : 07/05/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Accord-cadre de travaux à bons de commande
pour la réalisation du programme de travaux
d'accessibilité des ERP de la Ville de Montpellier
Marché n° 2993 T17-01

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération n° 2015/390 du 29 septembre 2015 relative à l'approbation de l'Agenda d'Accessibilité Programmée de la Ville ;
- Vu la décision n° 2016/0283 du 23 août 2016 autorisant la signature de la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage mandant la SA3M pour la réalisation de la mise en accessibilité du patrimoine immobilier bâti communal ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à M. Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;
- Vu l'arrêté n° VA/2017/5470 du 15 janvier 2018 déclarant sans suite la procédure relative aux accords-cadres de travaux à bons de commande pour la réalisation du programme 2017 des travaux d'accessibilité des ERP de la Ville de Montpellier ;

Considérant :

- Que, par délibération n° 2015/390 du 29 septembre 2015, la Ville a approuvé un Agenda d'Accessibilité Programmée afin de mettre en accessibilité ses bâtiments par le biais d'une programmation pluriannuelle ;
- Que, par décision n° 2016/0283 du 23 août 2016, une convention de mandat de maîtrise d'ouvrage pour la mise en accessibilité du patrimoine immobilier bâti communal a été signée avec la SA3M ;
- Que, pour la mise en accessibilité des 14 premiers ERP de l'Agenda d'Accessibilité Programmée approuvée par la Ville de Montpellier, il est nécessaire de désigner des entreprises pour la réalisation des travaux ;
- Qu'une procédure adaptée ouverte a été lancée, conformément à l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, en vue de la passation de 7 accords-cadres à bons de commande avec un maximum (sans minimum) en valeur de 950 000 € H.T, au sens des articles 78 et 80 et pour une durée de 12 mois à partir de la notification du marché ;

- Que, cette procédure adaptée relative aux accords-cadres a été déclarée sans suite pour les lots n° 3 « Maçonnerie – Cloisonnement – Carrelage – Revêtement – Peinture » et n° 7 « V.R.D » par arrêté n° VA/2017/5470 du 15 janvier 2018 ;
- Que, pour tenir compte du nouveau planning d'intervention et des contraintes d'intervention en milieu occupé, il est devenu nécessaire de redéfinir le besoin et d'inclure des missions complémentaires non envisagées initialement. Les lots sans suite ont été regroupés dans un seul et même lot, dénommé lot n° 3 « Maçonnerie – Cloisonnement – Carrelage – Revêtement – Peinture - V.R.D » et une procédure adaptée a été à nouveau lancée et engagée par la SA3M, conformément à l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, en vue de la passation d'un accord-cadre à bons de commande avec un maximum (sans minimum) en valeur de 350 000 € H.T, au sens des articles 78 et 80 et pour une durée de 12 mois à partir de la notification du marché ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : valeur technique 60 % et prix 40 % ;
- Que la Commission d'appel d'offres de la Ville, dans un avis rendu le 3 avril 2018, a jugé comme économiquement la plus avantageuse l'offre de l'entreprise DARVER, sise 445 avenue des Razeteurs - 34160 CASTRIES.

Décide en conséquence :

Article 1 : D'autoriser la signature du marché n° 2993 T17-01 « Accord-cadre de travaux à bons de commande pour la réalisation du programme de travaux d'accessibilité des ERP de la Ville de Montpellier » avec l'entreprise DARVER pour le lot N° 3 Maçonnerie – Cloisonnement – Carrelage – Revêtement – Peinture - V.R.D, accord-cadre à bons de commande avec un maximum (sans minimum) de 350 000 € H.T ;

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Ville, chapitre 900 ;

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02/05/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 02/05/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association CIMM les 13 et 14 février et les 12, 13 et 14 mars 2018

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe déléguée à la Culture ;

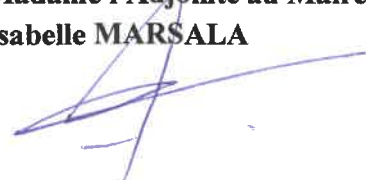
Considérant :

- Que l'association CIMM a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 13 et 14 février de 10h à 18h et les 12, 13 et 14 mars 2018 de 10h à 18h ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 150 € sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2017/452 du 21 décembre 2017;
- Qu'il y a eu une erreur dans les tarifs.

Décide en conséquence :

- D'abroger la décision n°VD2018-020 ;
- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 06/06/2018
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA



Publiée le : 08/06/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ ESNAUD
Jacques
Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de
permis de construire n° PC 34172 17V0133

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Premier adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 10/10/2017, Monsieur le Maire de MONTPELLIER a accordé un permis de construire à la SNC MARIGNAN RESIDENCES, visant à procéder à la construction de trois bâtiments de 57 logements, 635 rue de Fontcarrade ;
- Que M. ESNAUD Jacques a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 27/02/2018 sous le n°1800915-1 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 930 ;

Décision n° VD2018-198

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.



Montpellier, le 28/05/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 30/05/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Attribution d'un accord cadre passé selon une
procédure adaptée pour l'achat de pavoiement.
8B0036

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de pavoiement répondant aux besoins et manifestations proposés par les services de la Ville de Montpellier ;
- Qu'une procédure de mise en concurrence d'entreprises spécialisées (n°8B0036) a été lancée, en date du 27 mars 2018, conformément à l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et soumise aux dispositions de l'article 27, 78 et 80 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 sous forme d'un Accord Cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum pour une durée maximale d'exécution de 36 mois à compter de sa notification ;
- Que les critères d'analyse, pour le jugement des offres étaient les suivants : 60 % pour le prix et 40% pour la valeur technique ;
- Qu'après analyse, la société MACAP PAVOISEMENT TEXEN, 557, avenue des Bousquets, Z.I. les Bousquets 83390 CUERS, a présenté une offre économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse.

Décision n° VD2018-201**Décide en conséquence :**

- D'attribuer l'accord-cadre « Achat de pavoisement » à l'entreprise MACAP PAVOISEMENT, pour un montant total maximum de commandes de 87 000.00 € H.T, pour une durée maximale d'exécution de 36 mois à compter de sa notification ;
- De dire que la dépense sera imputée sur les budgets fonctionnement et investissement de la Ville, tous chapitres ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint, à signer tout document relatif à cette affaire ;
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02/05/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 02/05/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Mission Grand Coeur**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**MONTPELLIER GRAND COEUR
Construction et aménagement des Halles et de la
place Alexandre Laissac
Mandat de réalisation à la Société
d'aménagement de la Métropole de Montpellier
(SA3M)
Avenant n° 1 au marché gros oeuvre**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;

Considérant :

- Que le projet des halles et de la place Laissac comprend deux composantes intimement liées, la reconstruction de nouvelles halles et l'aménagement des espaces publics afférents qui nécessitent un traitement étroitement coordonné et que dorénavant, par délibération, la maîtrise d'ouvrage de l'ensemble est confiée à la Commune ;
- Qu'afin d'assurer ce suivi coordonné, la Ville de Montpellier, par décision n°2016/0448 du 16/12/2016, a délégué cette maîtrise d'ouvrage à la Société d'aménagement de la Métropole de Montpellier (SA3M) et qu'ainsi le mandataire accomplit, au nom et pour le compte de la Commune, tous les actes juridiques et procédures nécessaires, dans la limite des attributions fixées dans le mandat ;
- Qu'un marché de travaux a été passé avec l'entreprise DARVER pour le lot numéro 1 gros oeuvre des nouvelles halles ;
- Que suite à des demandes programmatiques nouvelles et des difficultés matérielles survenues dans l'exercice du contrat, modifiant le marché initial, il y a lieu d'avenanter celui-ci (avenant n°1) :
Demandes programmatiques :
 - mise en place d'un dispositif de capture des photos pour le contrôle en temps réel de l'avancement du chantier ;

Décision n° VD2018-202

- suppression d'un mois de gardiennage ;
- modification de la finition de surface des voiles en béton armé ;
- modification des installations de chantier, notamment les clôtures rue Anatole France.

Difficultés matérielles :

- réalisation des micropieux périphériques par tubage ;
- protection et remblais des réseaux ENEDIS sous le local transfo ;
- remplacement d'une conduite d'eau potable qui n'avait pas été repérée sur les relevés de géo détection.

Décide en conséquence :

- D'approuver à cet effet le projet d'avenant n°1 au marché de travaux N° : 2907 T 17.02 concernant le lot n° 1 de gros œuvre confié à l'entreprise DARVER, et joint en annexe;
- D'autoriser toute personne ayant délégation à cet effet à signer ledit avenant, ainsi que tous documents relatifs à cette affaire ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, CRB 28500, chapitre 905.

Montpellier, le 18/06/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 19/06/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Mission Grand Coeur**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**MONTPELLIER GRAND COEUR
Construction et aménagement des Halles de la
place Alexandre Laissac
Mandat de réalisation à la Société
d'aménagement de la Métropole de Montpellier
(SA3M)
Avenant n°1 au marché Cloisons - doublage - faux
plafonds - menuiseries intérieures**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;

Considérant :

- Que le projet des halles et de la place Laissac comprend deux composantes intimement liées, la reconstruction de nouvelles halles et l'aménagement des espaces publics afférents qui nécessitent un traitement étroitement coordonné et que dorénavant, par délibération, la maîtrise d'ouvrage de l'ensemble est confiée à la Commune ;
- Qu'afin d'assurer ce suivi coordonné, la Ville de Montpellier, par décision n°2016/0448 du 16/12/2016, a délégué cette maîtrise d'ouvrage à la Société d'aménagement de la Métropole de Montpellier (SA3M) et qu'ainsi le mandataire accomplit, au nom et pour le compte de la Commune, tous les actes juridiques et procédures nécessaires, dans la limite des attributions fixées dans le mandat ;
- Qu'un marché de travaux a été passé avec le Groupement d'entreprises FPI (mandataire) / CARDONNET pour le lot numéro 6 Cloisons – Doublage – Faux plafonds – Menuiseries intérieures, des nouvelles halles ;
- Que suite à une demande de modifier la conception des couvertures d'étal en toile tendue survenue dans l'exercice du contrat, modifiant le marché initial, il y a lieu d'avenanter celui-ci (avenant n° 1).

Décision n° VD2018-203**Décide en conséquence :**

- D'approuver à cet effet le projet d'avenant n°1 au marché de travaux N° : 2907 T 17.07 pour le lot n° 6 : Cloisons – Doublage – Faux plafonds – Menuiseries intérieures confié au groupement d'entreprises FPI (mandataire) / CARDONNET et joint en annexe à la présente ;
- D'autoriser toute personne ayant délégation à cet effet à signer ledit avenant, ainsi que tous documents relatifs à cette affaire ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, CRB 28500, chapitre 905.

Montpellier, le 18/06/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 19/06/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Cession et Réforme de véhicules et de matériels

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux finances ;

Considérant :

- Que la Commission de Réforme du 17 mai 2018 de la Ville de Montpellier a validé la réforme et la cession des matériels et des véhicules ;
- Qu'aucun des matériels ou véhicules cédés, ne dépasse unitairement les 4 600 euros (article L2122-2210° visant les aliénations de gré à gré) ;
- Qu'à la suite de l'état de vétusté de véhicules du **Service Parc Auto (Direction Energie Moyens Techniques)**, il convient de les céder (la liste est jointe en annexe). Les prix des ventes, estimés par le Service Parc Auto, serviront de base aux enchères publiques organisées par le Centre 113, route départementale 613, 34740 VENDARGUES, 3% de frais seront facturés par cette société sur les prix effectifs des ventes ;
- Qu'à la suite de l'état de vétusté de mobiliers des écoles du **Service Atelier Technique (Direction Travaux et Maintenance, DTM)**, il convient de réformer ces mobiliers dont la liste est jointe. Ce matériel n'est plus conforme aux normes de sécurité, et sera partagé entre deux associations, à titre gracieux, l'Association Solidarité Afrique Caraïbe et l'Association Plateforme humaine et de solidarité de l'Hérault ;
- Qu'à la suite de l'état vétusté de leur partie électronique, extensions suspectes (Virus) du **Service Surveillance de la Voie Publique (Direction de la Sécurité et de la Tranquillité Publique, DSTP)**, il convient de réformer certains horodateurs de la Ville de Montpellier (voir les annexes jointes). Ce type de matériel usagé ne peut aller directement en décharge, il convient donc de faire appel à une société spécialisée afin de recycler ou de le reconditionner. Pour cela, la TAM, Montpel-

Décision n° VD2018-205

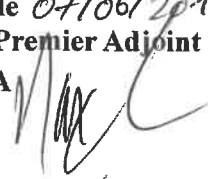
lier Méditerranée Métropole, 50 place Zeus, CS39556, 34961 Montpellier Cedex 2, propose d'effectuer cette prestation pour un coût nul pour la Ville ;

- Qu'à la suite de l'état de vétusté et obsolète d'un échographe (voir la photo) du **Service Technique (Direction du Parc de LUNARET)**, il convient de réformer ce matériel. Celui-ci n'est plus conforme aux normes de sécurité et sera donné, à titre gracieux, à l'Association KALAWAIT, en Indonésie. (La valeur résiduelle actuelle du bien est estimée à 200 €) ;
- Qu'à la suite de l'état de vétusté de matériels informatiques du **Service Relations Utilisateurs (Direction Système d'information, DSI)**, il convient de réformer ces matériels dont la liste est jointe en annexe. Ce type de matériel ne peut aller directement en décharge, il convient donc de faire appel à une société spécialisée afin de le recycler ou de le reconditionner. Pour cela, l'**Association Informatique Plus Protection de l'Environnement**, 31 rue de la Bandido, ZAC des Cousteliers, 34160 Castries, propose d'effectuer cette prestation pour un coût nul pour la Ville ;

Décide en conséquence :

- D'accepter les Réformes et Cessions des véhicules et matériels précités ;
- D'autoriser les ventes aux enchères des véhicules du Service Parc Auto de la DMT par l'organisme Centre 113 ;
- D'autoriser le reconditionnement du mobilier des écoles du Service Atelier Technique de la DTM par les deux Associations, l'Association Solidarité Afrique Caraïbe et l'Association Plateforme Humaine et de Solidarité de l'Hérault ;
- D'autoriser le recyclage de certains horodateurs du Service de Surveillance de la Voie Publique de la DSTP, par l'intermédiaire de la TAM ;
- D'autoriser le reconditionnement du matériel du Service Technique de la DP de LUNARET par l'Association KALAWEILT ;
- D'autoriser le recyclage du matériel du Service Relations Utilisateurs de la DSI, par l'Association Informatique Plus Protection de l'Environnement ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Ville, tous chapitres ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les réformes et cessions et, plus généralement, tout document relatif à ces affaires avec les entreprises et l'association retenues ;
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 07/06/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 13/06/2018

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Energie

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Ré-adhésions à 4 associations et organismes dans le domaine de l'énergie pour 2018

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué.

Considérant :

- Que la Ville adhère à des associations et organismes pour la mise en œuvre de sa politique énergétique par le versement de diverses cotisations depuis de nombreuses années ;
- Qu'il faut confirmer notre adhésion aux organismes suivants pour l'exercice 2018.

Décide par conséquent :

- **Article 1 :** D'accepter le versement des cotisations aux associations et organismes suivants :

ASSOCIATIONS / ORGANISMES	MONTANTS
ALEC - Agence Locale de l'Energie et du Climat Montpellier	1 807 €
AMORCE - Association des collectivités territoriales et des professionnels pour les déchets, l'énergie et les réseaux de chaleur	4 448 €
EnergyCities	2 500 €
ENVIROBAT OCCITANIE - Centre de ressources, de réflexions, d'actions collaboratives et innovantes	1 550 €

- **Article 2 :** De dire que la dépense sera imputée pour le montant total de 10 305€ sur les crédits inscrits au budget 2018 de la Ville, chapitre 930 ;
- **Article 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les ré-adhésions et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Décision n° VD2018-206

- **Article 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorier Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15/05/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 17/05/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Attribution d'un accord cadre passé selon une
procédure adaptée pour l'achat de produits
d'épicerie salée et sucrée.
8B0039

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de produits d'épicerie salée et sucrée répondant aux besoins et manifestations proposés par les services de la Ville de Montpellier ;
- Qu'une procédure de mise en concurrence d'entreprises spécialisées (n°8B0039) a été lancée, en date du 16 avril 2018, conformément à l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et soumise aux dispositions de l'article 27, 78 et 80 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 sous forme d'un Accord Cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum pour une durée d'exécution de 18 mois à compter de sa notification ;
- Que les critères d'analyse, pour le jugement des offres étaient les suivants : 80 % pour le prix et 20% pour la valeur technique ;
- Qu'après analyse, la société SOPRODIS, 371, avenue du Marché Gare, Boîte 3, 34070 MONTPELLIER, a présenté une offre économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse.

Décision n° VD2018-207**Décide en conséquence :**

- D'attribuer l'accord-cadre « Achat de produits d'épicerie salée et sucrée n°8B0039 » à l'entreprise SOPRODIS, pour un montant total maximum de commandes de 85 000.00 € H.T, pour une période maximale d'exécution de 18 mois à compter de sa notification ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, tous chapitres ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint, à signer tout document relatif à cette affaire ;
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17/05/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 22/05/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

DROIT DE PREEMPTION URBAIN
Propriété SARL JBMB
Lot 1 - 44 cours Gambetta
Exercice du droit de préemption

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de la Métropole, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1^{er} alinéa de l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme ;
- Vu la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Chantal MARION, Adjointe à l'Urbanisme et l'Aménagement foncier opérationnels et aux Relations internationales liées à l'économie ;
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme ;
- Vu la zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) "GAMBETTA – FIGUEROLLES – CLEMENCEAU", créée par arrêté préfectoral du 28 septembre 2006 ;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 ;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal ;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé ;
- Vu la concession d'aménagement confiée à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue depuis Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), par délibération du Conseil municipal du 7 octobre 2013 ;
- Vu l'estimation des services fiscaux du 12 avril 2018.

Décision n° VD2018-209**Considérant :**

- Considérant que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative au droit de préemption urbain détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- que par décision du 4 janvier 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a délégué à la Ville de Montpellier, conformément à l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé sur une partie du territoire communal ;
- que le 14 mars 2018, la SARL JBMB a déposé une déclaration d'intention d'aliéner concernant un local à usage commercial à détacher du lot 1 de la copropriété située 44 cours Gambetta, cadastrée section HW 58, au prix de 70.000 € ;
- que la politique locale de l'habitat et de dynamisation du commerce mise en œuvre par la Ville de Montpellier, se traduit en application de l'article L 300-1 du code de l'urbanisme, par des actions en faveur du renouvellement urbain, de lutte contre l'insalubrité, de sauvegarde et de mise en valeur du patrimoine bâti, et de revitalisation du commerce ;
- qu'à cette fin, par délibération du Conseil Municipal du 26 juin 2003, la Ville de Montpellier a décidé de réaliser l'opération d'aménagement urbain "Montpellier Grand Cœur" ;
- que par délibération en date du 7 octobre 2013, la Ville a défini un nouveau programme et un nouveau périmètre à partir de potentialités foncières et immobilières identifiées et évaluées ;
- que sur la base de ce programme et de ce périmètre, la Ville a décidé de confier la réalisation de l'opération à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier en vertu des articles L 300-4 et L 300-5-2 du Code de l'urbanisme ;
- que le 3 décembre 2013 la Ville a conclu avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier une concession d'aménagement "Grand Cœur 2013-2020" ;
- que le bilan prévisionnel de la concession d'aménagement relative à cette opération, établi sur une période de 7 ans, prévoit notamment des opérations de restructuration de commerces ou d'activités (acquisition, restructuration, location ou revente) et de création de surfaces nouvelles en rez-de-chaussée d'immeuble (4 600 m²) ;
- que ledit bien immobilier est situé dans le périmètre de l'opération définie ci-dessus ;
- que dans ces conditions, il paraît opportun pour la Ville de Montpellier d'exercer le droit de préemption sur ledit bien immobilier dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'actions de développement commercial du centre-ville et des quartiers, pour faire respecter les dispositions des baux commerciaux, d'être en mesure d'exercer un contrôle sur la nature et la qualité des activités en cas de cession du droit au bail, de commercialiser ou de mettre en place des projets novateurs en cohérence avec le développement commercial du secteur en cas de vacance.

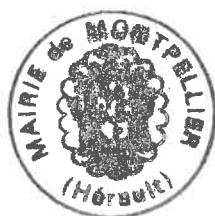
Décide en conséquence, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole :

- d'exercer le droit de préemption sur la propriété de la SARL JBMB, située 44 cours Gambetta, cadastrée section HW 58, au prix de 70.000 € proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner ;

Décision n° VD2018-209

- que la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole interviendra à l'acte d'acquisition en qualité de tiers payeur et que le bien lui sera ensuite cédé gratuitement afin de poursuivre sa mission dans le cadre de la concession d'aménagement ;

- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.



Montpellier, le **04 MAI 2018**
Madame l'Adjointe au Maire
Chantal MARION

Publiée le : **07/05/2018**
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances (VM)
Service Gestion Budgétaire et Comptable

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Direction des Finances
Modification de la régie d'avances
Ajout de dépenses autorisées et augmentation du
montant de l'avance**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;
- Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux ;
- Vu les articles R.1617-1 à R.16717-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- Vu l'instruction codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales ;
- Vu l'arrêté du 03 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- Vu le décret n° 2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale ;
- Vu la décision n° 219 du 13 mai 2008, relative à la création d'une régie d'avances ;
- Vu la décision n° 2010/363 du 17 août 2010, relative à l'augmentation du montant de l'avance ;
- Vu la décision n° 2012/441 du 29 novembre 2012, relative à l'extension des dépenses autorisées et des moyens de paiements ;
- Vu la décision n° 2013/0158, relative à la modification du montant de l'avance ;
- Vu la décision n° 2013/0399 du 21/01/2014, relative à l'augmentation du montant de l'avance et la modification des dépenses autorisées ;
- Vu l'avis conforme de Madame la Trésorière Municipale en date du 4 mai 2018 ;
- Vu l'arrêté n° A-2017/122 du 21 mars 2017 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances.

Considérant :

Que pour un meilleur fonctionnement de la régie, il convient d'ajouter des dépenses autorisées et augmenter le montant de l'avance.

Décide en conséquence :

- Que, article 1, il est maintenu une régie d'avances auprès de la Direction des Finances.
- Que, article 2, la régie est installée dans les locaux de la Direction des Finances, 1 Place Georges Frêche, 34267 Montpellier cedex 2.
- **Que, article 3, la régie paie les dépenses suivantes :**
 - Les dépenses de matériel et de fonctionnement ;
 - Les remboursements de recettes préalablement encaissées par régie ;
 - L'achat de denrées alimentaires périssables ;
 - L'exécution de menus travaux, réparations ;
 - Les frais postaux ;
 - Les abonnements de publication et achats d'ouvrages ;
 - Les frais de réception et de représentation ;
 - Les vignettes, contraventions et timbres fiscaux ;
 - Les frais relatifs à la délivrance de cartes grises des véhicules de la Villes ;
 - Les frais relatifs aux contrôles techniques des véhicules de la Ville ;
 - L'achat sur Internet de logiciels, abonnements et applications ;
 - Les frais de déplacement ;
 - **Le paiement des redevances pour dépôt de marques ou de logos ;**
 - **Frais d'actes (délivrance de tous documents cadastraux, droits d'enregistrements et de publications) auprès du bureau des hypothèques.**
- Que, article 4, les dépenses désignées à l'article 3 sont payées selon les modes de règlements suivants :
 - Chèques,
 - Carte bancaire,
- Que, article 5, un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Trésor Public.
Ce compte permet le règlement des dépenses désignées à l'article 3.
- **Que, article 6, le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est porté à 5 000 euros.**
- Que, article 7, le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de dépenses tous les mois et lors de sa sortie de fonction.
- Que, article 8, le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.
- Que, article 9, l'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination.
- Que, article 10, le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Décision n° VD2018-211

- Que, article 11, Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28/05/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 30/05/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

ASSURANCE TOUS RISQUES EXPOSITIONS
POLICE AXA ART n°F.1009.654
Avenant exercice 2017

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que les expositions organisées par la Ville de Montpellier sont garanties par une police d'assurance « Tous risques expositions » dont la prime est révisable en fonction du montant des œuvres exposées dans l'année ;
- Que le montant de ces œuvres pour l'année 2017 s'élevait à 859 044 309€ ce qui représente une prime en régularisation d'un montant de 8 691,20€ ;
- Que le paiement de cette prime en régularisation fait l'objet d'un avenant.

Décide en conséquence :

- D'approuver les termes dudit avenant fixant le montant de la prime de régularisation pour l'exercice 2017 à 8 691,20€;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 31/05/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 01/06/2018
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur
Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :
Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Sécurité et Tranquillité Publique
Service Ressources Communes

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Attribution de l'accord cadre
en procédure adaptée n° 8B0025
Achat d'accessoires de prévention
Préservatifs féminins et masculins
pour la Ville de Montpellier
Autorisation à signer le marché**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
 - Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
 - Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
 - Vu l'arrêté municipal donnant délégation de signature à Madame Lorraine Acquier, Aadjointe déléguée à la Sécurité, aux Relations aux publics et aux Affaires militaires ;

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier souhaite procéder à l'achat d'accessoires de prévention sous la forme de préservatifs féminins et masculins ;
- Qu'une procédure adaptée a été lancée en date du 23 mars 2018 conformément à l'article 27 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics pour une durée initiale d'un an à compter de la notification du marché ;
- Que l'accord cadre peut être reconduit par période successive d'un an pour une durée maximale de reconduction de trois ans ;
- Que les prestations feront l'objet d'un accord cadre à bons de commande sans minimum, et avec un maximum de 40 000,00 Euros H.T., passé à prix unitaires en application des articles 78 et 80 des accords-cadres ;
- Que la société PHICOGIS Europe sise 15B Rue de l'Industrie – 67400 Illkirch Grafenstaden a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse selon les critères de jugement des offres suivants :
 - Valeur technique de l'offre au regard du cadre de mémoire technique : 60 % ;
 - Montant des prestations : 40 %.

Décide en conséquence :

Décision n° VD2018-213

- D'attribuer le marché à procédure adaptée sous la forme d'accord cadre à bons de commande à la société PHICOGIS Europe sise 15B Rue de l'Industrie – 67400 Illkirch Grafenstaden pour un montant total maximum de 40 000,00 Euros H.T.;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Ville de Montpellier - Chapitres : 931 et 934 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'Adjointe au Maire, à signer les marchés avec la société retenue, et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 04/05/2018
Madame l'Adjointe au Maire
Lorraine ACQUIER

Publiée le : 07/05/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Sports et Jeunesse
Service Sports

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

MARCHE PUBLIC

' - Contrat de prestations de service -
Achat d'espaces publicitaires, d'actions de
communication, de billet pour le développement
des sports extrêmes

FISE WORLD MONTPELLIER EDITION 2018

N° 8C0010V50000

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
 - Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
 - Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté municipal donnant délégation de signature à Monsieur Patrick RIVAS, Adjoint délégué aux Sports ;

Considérant :

- qu'il y a lieu d'acquérir des prestations, de type communication (naming, publicité équipement professionnel et panneautique), achats de places (VIP hospitalité) dans le cadre d'une démarche de promotion du sport en général et du développement des sports extrêmes en particulier et de l'organisation de l'édition 2018 du FISE World Montpellier ;

Les prestations (VIP hospitalité) bénéficieront à des invités institutionnels, des membres du tissu associatif, des partenaires ainsi que des élus et collaborateurs de la collectivité ;

Décision n° VD2018-214

- qu'après analyse, il a été décidé d'attribuer le marché n° 8C0010V50000 à la Société Hurricane Action Sports, domiciliée au 3 Rue Christian André-Benoît – 34 670 Baillargues, seul prestataire habilité, pour l'ensemble des services à exécuter.

Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché « Contrat de prestations de Service – Achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication, de billets pour le développement des sports extrêmes – Fise World Edition 2018 », à la Société Hurricane Action Sports, pour un montant de 162 000.00 € H.T ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Ville, chapitre 933 (nature 6188) ;
- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l(es) entreprise(s) retenue(s).

Montpellier, le 04/05/2018
Monsieur l'Adjoint au Maire
Patrick RIVAS



Publiée le : 04/05/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public
Service Gestion des Moyens Communs

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au marché n°8D0005 "Location,
pose et dépose de décorations lumineuses et
illuminations de Noël"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal donnant délégation à Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Adjointe au Maire.

Considérant :

- Qu'il y a lieu d'installer sur le domaine public, à l'occasion des fêtes de fin d'année, des décorations lumineuses et illuminations de Noël sur certains sites de la Ville ;
- Qu'une procédure en appel d'offres ouvert a été lancée conformément à l'article 25-I.1° et 67 à 68 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016. Les prestations font l'objet d'un accord-cadre sans minimum, ni maximum et avec un seul opérateur économique. A titre indicatif et non contractuel, le montant estimatif annuel est de 320 000 € HT. La même estimation est faite pour les années de reconduction. Cet accord cadre est conclu pour une période initiale d'un an à compter de la notification du marché. Il peut être reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans ;
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique 70 % ;
 - Prix des prestations 30 %.
- Qu'après analyse, le Groupement BLACHERE ILLUMINATIONS/CITEOS-TRAVESSET présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

Article 1 : D'attribuer le marché « Location, pose et dépose de décorations lumineuses et illuminations de Noël » au Groupement BLACHERE ILLUMINATIONS/CITEOS-TRAVESSET, pour un montant estimé du détail quantitatif estimatif (DQE) de 313 344,06 € HT ;

Décision n° VD2018-216

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Ville, chapitre 936 ;

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17/05/2018
Madame l'Adjointe au Maire
Brigitte ROUSSEL-GALIANA

Publiée le : 17/05/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

CONTENTIEUX

Madame Hayette SAAD GUERMECH

**Appel contre le jugement du Tribunal des Affaires
Sanitaires et Sociales du 20 novembre 2017**

Décision de défendre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que Madame Hayette SAAD GUERMECH a interjeté appel du jugement du Tribunal des Affaires Sanitaires et Sociales du 20 novembre 2017 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 930 ;

Décision n° VD2018-218

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 28/05/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 30/05/2018
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

CONTENTIEUX

SARL SIBL CASA CUBANA

Recours contre l'arrêté de terrasse du 1er mars 2018

Décision de défendre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que la SARL SIBL CASA CUBANA conteste (recours n°1801843-4) l'arrêté du 1^{er} mars 2018 lui octroyant 40 m² de terrasse au lieu des 67 m² demandés ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 930 ;

Décision n° VD2018-219

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 28/05/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 30/05/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

CONTENTIEUX

Monsieur Alain RICHARD

Appel contre le jugement du 12 octobre 2017

Décision de défendre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que Monsieur Alain RICHARD a interjeté appel (n°18MAO1753) du jugement du 17 octobre 2017 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 930 ;

Décision n° VD2018-220

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 28/05/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 30/05/2018
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Systèmes d'Information
Service Relations Utilisateurs

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Attribution d'un marché passé selon une
procédure adaptée : Prestations Installation
Maintenance informatique, Hotline bureautique
Marché 8B0035**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier a ponctuellement besoin d'un renfort en installation maintenance informatique, hotline bureautique sous la forme d'affectation de techniciens mis à disposition soit de l'équipe d'installation maintenance , soit du centre de service informatique ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande pour une durée d'un an ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique : qualité de la prestation 60 % ;
 - Coût de la prestation 40%.
- Qu'après analyse, la société PROSERVIA sise 5 avenue Albert Durand – Bâtiment 4 – 31700 BLAGNAC a présenté l'offre la plus économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

Décision n° VD2018-221

- D'attribuer le marché de « Prestations Installation Maintenance Informatique, Hotline bureautique » à la société PROSERVIA, pour une durée d'un an, à compter de la date de notification et un montant total maximum de 88 000 € HT sur la durée du marché ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 930 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec la société retenue ;
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 16/05/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 17/05/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Systèmes d'Information
Service Etudes et Conception Informatiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Renouvellement de la cotisation au Club des Utilisateurs de SEDIT Marianne pour l'année 2018

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier a acquis le logiciel SEDIT Marianne comme solution de gestion des Ressources Humaines auprès de la société BERGER LEVRAULT ;
- Qu'elle est adhérente au Club des Utilisateurs de SEDIT Marianne afin d'intégrer et d'utiliser ledit logiciel au mieux de ses performances, de discuter et d'orienter les choix stratégiques de l'éditeur ;
- Que le montant de la cotisation annuelle s'élève à 600 euros TTC.

Décide en conséquence :

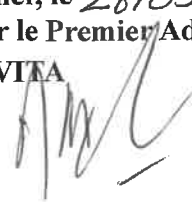
- D'accepter le versement de la cotisation de 600 euros TTC à l'organisme mentionné ci-dessus ;
- De dire que la dépense d'un montant total de 600 euros TTC sera imputée sur le budget de la Direction des Systèmes d'Information, Chapitre 930 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire avec l'organisme susnommé ;

.../...

Décision n° VD2018-222

- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28/05/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 30/05/2018
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ TEULADE
Thierry
Recours pour excès de pouvoir contre un refus de
communication de documents administratifs

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

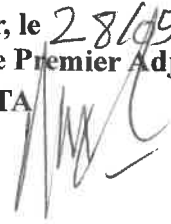
- Que M. TEULADE Thierry a demandé la communication du permis de construire n°34172 17V0116 et de la déclaration préalable n°DP n°34172 17 00571 ;
- Que n'ayant pas réceptionné ces documents il a saisi le Tribunal Administratif de Montpellier, le 13/11/2017 sous le n°1705344-5 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 930 ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 28/05/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 30/05/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ SCI
AIGUELONGUE
Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté
d'opposition à déclaration préalable
DP 34172 17 00824

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 11/08/2017, Monsieur le Maire de MONTPELLIER a fait opposition à la demande de déclaration préalable de la SARL CABINET VIVIER DORANCE, visant à procéder à un ravalement de façades, 39 Bd du jeu de Paume ;
- Que la SCI AIGUELONGUE a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 13/02/2018 sous le n°1800671-1 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;

- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 930 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 28/05/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 30/05/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ LABADIE
Christophe
Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de
permis de construire n° PC 34172 17V0184

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 28/09/17, Monsieur le Maire de MONTPELLIER a accordé un permis de construire à la SA PROMOLOGIS, visant à procéder à la construction d'un immeuble collectif de 21 logements, 85 Allée Marguerite Duras et 11 Boulevard Berthelot ;
- Que M. LABADIE Christophe a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 29/03/18 sous le n°1801536-1;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 930 ;

ST

2018/1231

Décision n° VD2018-225

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 28/05/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 30/05/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ SARL LE
GRAND ARBRE
Recours pour excès de pouvoir contre la
délibération du 01 février 2018 approuvant la
création d'un village d'hébergement temporaire,
rue de Bionne, parcelle PM11

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

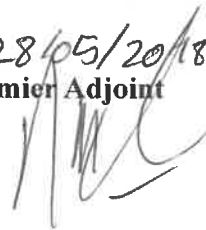
- Que par une délibération du 01 février 2018, le conseil municipal de Montpellier a approuvé la création d'un village d'hébergement temporaire, rue de Bionne, parcelle PM11 ;
- Que la SARL LE GRAND ARBRE a déposé une requête en annulation de la délibération auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 30/03/18 sous le n°1801537-1 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;

- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 930 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 28/05/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 30/05/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ PEREZ-
LAFONT Benjamin
Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de
permis de construire n° PC 34172 17V0178

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :


- Que par un arrêté du 05/12/2017, Monsieur le Maire de MONTPELLIER a accordé un permis de construire à la SNC MARIGNAN RESIDENCES, visant à procéder à la construction d'un immeuble collectif de 81 logements, 295/309 rue de Jausserand ;
- Que M. PEREZ-LAFONT Benjamin a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 10/04/2018 sous le n°1801708-1 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 930 ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 28/05/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 30/05/2018
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ SANCHEZ
Bruno
Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de
permis de construire n° PC 34172 17V0178

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 05/12/2017, Monsieur le Maire de MONTPELLIER a accordé un permis de construire à la SNC MARIGNAN RESIDENCES, visant à procéder à la construction d'un immeuble collectif de 81 logements, 295/309 rue de Jausserand ;
- Que M. SANCHEZ Bruno a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 13/04/2018 sous le n°1801789-1;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 930 ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 28/05/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 30/05/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Rénovation des Halles des Quatre Saisons **Marché n° 7D0050**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire, délégué aux Finances ;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire de rénover les Halles des Quatre Saisons ;
- Qu'en conséquence, un marché à procédure adaptée ouverte a été lancé, conformément à l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, sous la référence n° 7D0050 « Rénovation des Halles des Quatre Saisons ».

Le marché est alloti en 2 lots désignés ci-dessous :

<i>Lot</i>	<i>Désignation</i>
1	Rénovation et extension métallo-textile
2	Revêtements de sol

- Que le marché démarrera à compter de la date indiquée par ordre de service ;
- Que le délai d'exécution des travaux de l'ensemble des lots est de 2 mois (du 02/07/2018 au 31/08/2018) comme décrit ci-dessous :
Du 02/07/2018 au 27/07/2018 : période de préparation de travaux
Du 30/07/2018 au 31/08/2018 : période de travaux ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique : 60 %
 - Prix : 40 %

Décision n° VD2018-230

- Que la Commission d'Appel d'Offres dans sa séance du 24 avril 2018 a attribué les marchés aux entreprises présentant les offres économiquement les plus avantageuses suivantes :

<i>Lot</i>	<i>Désignation</i>	<i>Entreprises retenues</i>	<i>Adresses</i>
1	Rénovation et extension métallo-textile	Normandie Structure	ZI Porte Rouge 27150 Etrepagny
2	Revêtements de sol	Concept Résine	ZAC du Tec 617 avenue Clement Ader 30320 Marguerittes

Décide en conséquence :

Article 1 : D'attribuer les 2 lots du marché n° 7D0050 « Rénovation des Halles des Quatre Saisons » aux entreprises suivantes, pour un montant de :

<i>Lot</i>	<i>Désignation</i>	<i>Entreprises retenues</i>	<i>Total € HT</i>
1	Rénovation et extension métallo-textile	Normandie Structure	337 000,00
2	Revêtements de sol	Concept Résine	82 733,48

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Ville, chapitre 900 ;

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à ces affaires ;

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28/05/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 30/05/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Convention de mise à disposition de la Maison des
Chœurs à l'association ECUME les 10 et 14 mai
2018**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe déléguée à la Culture.

Considérant :

- Que l'association ECUME a fait une demande en vue d'utiliser la nef de la Maison des Chœurs les 10 et 14 mai 2018 de 19h30 à 23h30 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 60 € sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2017/452 du 21 décembre 2017.

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 06/06/2018
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 08/06/2018
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances (VM)
Service Gestion Budgétaire et Comptable

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Direction Architecture et Immobilier Clôture de la régie d'avances " Documentation Générale"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;
- Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux ;
- Vu les articles R.1617-1 à R.16717-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- Vu l'instruction codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales ;
 - Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- Vu la décision n° 2014/0181 relative à la création de la régie d'avances « Documentation Générale » ;
- Vu l'avis conforme de Madame la Trésorière Municipale en date du 18 mai 2018 ;
- Vu l'arrêté n° VAR2018-0880 du 2 mars 2018 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances.

Considérant :

- Qu'à compter du 1^{er} juin 2018, il convient de clôturer la régie d'avances « Documentation Générale ».

Décide en conséquence :

- Que article 1, à compter du 1^{er} juin 2018, il est mis fin à la régie d'avances « Documentation Générale » ;
- Que, article 2, le régisseur devra verser la totalité des pièces justificatives d'avances ainsi que les documents, valeurs et stocks lors de sa sortie de fonction en tant que régisseur d'avances ;
- Que, article 3, Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14/06/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 18/06/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public
Service Gestion des Moyens Communs

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Marché n°8B0041 - Installation électrique des **Estivales de Montpellier / Location, pose et** **dépose de matériels**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
 - VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
 - VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
 - VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier doit faire procéder aux installations électriques des Estivales pour l'exercice 2018
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord-cadre à bons de commandes pour une durée de 6 mois non reconductible.
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

Notation de la valeur technique : sur 60 points répartis comme suit :

- *Moyen humains et matériels affectés au présent marché : 20/60, dont*
 - Moyens humains (nombre d'agents, qualifications) 10/60
 - Moyens matériels, qualité des matériaux, respect des normes 10/60
- *Description opération: 40/60*

Branchements électriques des Estivales

Mode opératoire, planning prévisionnel, moyens humains mis à disposition pour cette opération ; Organisation du chantier : phasage mode opératoire jugé sur la présentation des phases et leur durée, la prise en compte des réceptions administratives, la prise en compte des délais commandes fournitures, la prise en compte du contrôle technique ainsi que tous les éléments nécessaire à une meilleure compréhension et appréciation du respect du planning.

Notation du prix des prestations : sur 40 points

- Qu'après analyse, l'entreprise CQFD, 450 rue du Mas de Brousse, 34000 Montpellier, présente une offre économiquement avantageuse.

Décide en conséquence :

Article 1 : D'attribuer le marché 8B0041 à l'entreprise CQFD, pour un montant maximum de 45 000 euros HT

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Ville, chapitre 936.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11/06/2018
Madame l'Adjointe au Maire
Brigitte ROUSSEL-GALIANA

Publiée le : 12/06/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances (VM)
Service Gestion Budgétaire et Comptable

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Direction de la Culture et du Patrimoine
Modification de la régie de recettes
"Parcours Muséographique"
"Ouverture d'un compte de dépôt de fonds"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n° 2012-1246 du 07 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;
- Vu le décret n° 2008-227 du 05 mars 2008 abrogeant et remplaçant le Décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux ;
- Vu l'instruction codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales ;
- Vu l'arrêté 03 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- Vu le décret n° 2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale ;
- Vu la décision n° 2009/333 du 3 juillet 2009 relative à la création de la régie de recettes du « Parcours Muséographique » ;
- Vu la décision n° 2011/332 du 29 juillet 2011 relative à la modification de la régie de recettes du « Parcours Muséographique » ;
- Vu l'avis conforme de Madame la Trésorière Municipale en date du 24 mai 2018 ;
- Vu l'arrêté n°VAR2018-0880 du 2 mars 2018 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

Que pour assurer un meilleur fonctionnement de la régie, il est nécessaire d'ouvrir un compte de dépôts de fonds auprès du Trésor Public.

Décide en conséquence :

- Que article 1, il est maintenu une régie de recettes intitulée « Parcours Muséographique » auprès de la Direction de la Culture et du Patrimoine ;
- Que article 2, la régie est installée à la Crypte Notre Dame des Tables (Musée de l'Histoire de Montpellier), situé place Jean Jaurès ;
- Que article 3, la régie encaisse les produits suivants :
 - Droits d'entrée au parcours muséographique ;
 - Encaissement des produits de la vente des Archives Municipales ;
 - Ventes d'objets édités ou coédités par la Ville de Montpellier.
- Que article 4, les recettes désignées à l'Article 3 sont encaissées selon le mode de recouvrement suivants :
 - Chèques
 - Numéraire
- Que article 5, il est créé deux sous-régie de recettes sur les sites indiqués ci-dessous, dont les modalités de fonctionnement sont précisées dans l'acte constitutif de chaque sous-régie :
 - Au musée du Vieux Montpellier (Place Pétrarque) ;
 - A la pharmacie et la Chapelle de la Miséricorde (Rue de la Monnaie).
- **Que article 6, un compte de dépôt de fonds sera ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Trésor Public.**

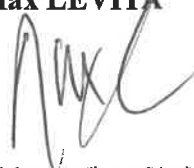
Ce compte permet l'encaissement des recettes désignées à l'article 3 ;

- Que article 7, le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 1 500 € ;
- Que article 8, le régisseur est tenu de verser à la Trésorière Municipale le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 7 et au minimum une fois par mois ;
- Que article 9, le régisseur est assujetti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur ;
- Que article 10, le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de recettes tous les mois et lors de sa sortie de fonction ;
- Que article 11, le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur ;

.../...

- Que, article 12, de charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14/06/2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 18/06/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Travaux et Maintenance
Service Administration et Comptabilité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Fourniture et pose de sièges et gradinages -
Réaménagement de la chapelle GELY
MAPA N° 8B0042

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire.

Considérant :

- Qu'il a lieu de procéder à la fourniture et la pose de sièges et gradinages pour le réaménagement de la Chapelle GELY ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché ordinaire pour la durée d'approvisionnement et de pose du matériel.
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : valeur technique au vu du mémoire technique 60%, prix des prestations 40% ;
- Qu'après analyse, l'entreprise SARL HUGON, ZAC des grands camps – 46090 MERCUES présente une offre économiquement avantageuse.

Décide en conséquence :

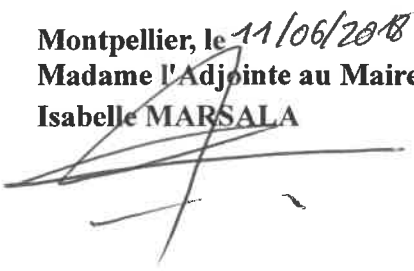
Article 1 : D'attribuer le marché de « Fourniture et pose de sièges et gradinages –Réaménagement de la Chapelle GELY » à l'entreprise SARL HUGON, pour un montant de 46 750 euros HT ;

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Ville, chapitre 903 ;

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11/06/2018
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA



Publiée le : 13/06/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction du Parc de Lunaret
Service Administration (Parc de Lunaret)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Accord cadre à bons de commande
N°8B0038
Traitement et finition des aciers du parc
zoologique de Lunaret**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté municipal donnant délégation à Monsieur Henri De VERBIZIER aux espaces verts, au parc de Lunaret et aux commissions de sécurité et d'accessibilité.

Considérant :

- Que le parc zoologique de Lunaret doit traiter et procéder à la finition des aciers contenus dans les ouvrages métalliques situés au sein du parc.
Qu'à ce titre, la Ville de Montpellier doit recourir à un prestataire extérieur ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande n°8B0038-traitement et finition des aciers du parc zoologique de Lunaret pour une durée initiale d'un an reconductible 3 fois ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : valeur technique : 60% et prix : 40 % ;
- Qu'après analyse, l'entreprise SURFACIER, domiciliée 155 rue Bigos-34741 VENDARGUES CEDEX présente une offre économiquement avantageuse.

Décide en conséquence :

Article 1 : D'attribuer le marché n°8B0038-traitement et finition des aciers à l'entreprise SURFACIER, domiciliée 155 rue Bigos-34741 VENDARGUES CEDEX, pour un montant annuel minimum de 5 000 euros HT et maximum de 20 000 € HT. Les montants sont identiques pour chaque période de reconduction ;

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Direction du parc de Lunaret de la Ville, chapitre 903 (investissement)/ 933 (fonctionnement) ;

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer l'accord cadre à bons de commande et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 08/06/2018
Monsieur l'Adjoint au Maire
Henri de VERBIZIER



Publiée le : 12/06/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Travaux et Maintenance
Service Administration et Comptabilité

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Fourniture, pose et raccordement d'une ligne de
distribution de repas en self-service pour le
restaurant scolaire François Mitterrand - MAPA
N°8B0044**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Sonia KERANGUEVEN, Adjointe au Maire.

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à la fourniture, la pose et le raccordement d'une ligne de distribution de repas en self-service pour le restaurant scolaire François MITTERRAND ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché ordinaire pour une durée équivalente au délai d'exécution des prestations, soit une semaine ;
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : valeur technique évaluée d'après le mémoire technique 60% prix des prestations 40% ;
- Qu'après analyse, l'entreprise SARL SALAGER SERRA, ZA Les Baronnes – 34730 Prades-le-Lez présente une offre économiquement avantageuse.

Décide en conséquence :

Décision n° VD2018-244

Article 1 : D'attribuer le marché de « Fourniture, pose et raccordement d'une ligne de distribution de repas en self-service pour le restaurant scolaire François Mitterrand » à l'entreprise SARL SALAGER SERRA, pour un montant de 31 230 euros HT ;

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Ville, chapitre 902 ;

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11/06/2018
Madame l'Adjointe au Maire
Sonia KERANGUEVEN

Publiée le : 13/06/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction de la Cohésion Sociale**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Renouvellement de l'adhésion de la Ville de
Montpellier à la Coalition Européenne des Villes
Contre le Racisme (ECCAR) pour l'année 2018**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Madame Annie YAGUE, 9ème Adjointe déléguée aux Affaires sociales.

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier a toujours développé un partenariat actif avec les associations et structures œuvrant pour l'égalité des droits et des devoirs implantées sur son territoire ;
- Que dans le cadre de sa politique de lutte contre les discriminations et le racisme, elle a la volonté de travailler de manière partenariale sur cette thématique ;
- L'adhésion de la Ville de Montpellier à la Coalition Européenne des Villes Contre le Racisme (ECCAR) votée en Conseil Municipal du 25/02/2016 afin de rejoindre le réseau des villes désireuses de mener ensemble une lutte concrète contre le racisme et à s'engager à mettre en œuvre le plan « Dix engagements pour lutter concrètement contre le racisme dans la ville ».

Décide en conséquence :

- De renouveler l'adhésion de la Ville pour l'année 2018 ;
- De dire que la dépense sera de 1000 € et sera prélevé sur le chapitre 934 ;

.../...

Décision n° VD2018-246

- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 14/06/2018
Madame l'Adjointe au Maire
Annie YAGUE



Publiée le : 18/06/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

DROIT DE PREEMPTION URBAIN
Propriété SARL VILCHES et Fils
Lot 1 - 40 avenue Georges Clemenceau
Exercice du droit de préemption

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de la Métropole, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1^{er} alinéa de l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme ;
- Vu la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme ;
- Vu le plan de sauvegarde et de mise en valeur du secteur sauvegardé de Montpellier approuvé par arrêté préfectoral du 25 novembre 2016 ;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 ;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal ;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé ;

- Vu la concession d'aménagement confiée à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue depuis Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), par délibération du Conseil municipal du 7 octobre 2013 ;
- Vu l'estimation des services fiscaux du 29 mai 2018.

Considérant :

- Considérant que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative au droit de préemption urbain détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- que par décision du 4 janvier 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a délégué à la Ville de Montpellier, conformément à l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé sur une partie du territoire communal ;
- que le 17 avril 2018, la SARL VILCHES et FILS a déposé une déclaration d'intention d'aliéner un local commercial constituant le lot 1 de la copropriété située 40 avenue Georges Clemenceau, cadastrée section HW 450, au prix de 110.000 € plus 8.250 € de commission d'agence,
- que la politique locale de l'habitat et de dynamisation du commerce mise en œuvre par la Ville de Montpellier, se traduit en application de l'article L 300-1 du code de l'urbanisme, par des actions en faveur du renouvellement urbain, de lutte contre l'insalubrité, de sauvegarde et de mise en valeur du patrimoine bâti, et de revitalisation du commerce ;
- qu'à cette fin, par délibération du Conseil Municipal du 26 juin 2003, la Ville de Montpellier a décidé de réaliser l'opération d'aménagement urbain "Montpellier Grand Cœur";
- que par délibération en date du 7 octobre 2013, la Ville a défini un nouveau programme et un nouveau périmètre à partir de potentialités foncières et immobilières identifiées et évaluées ;
- que sur la base de ce programme et de ce périmètre, la Ville a décidé de confier la réalisation de l'opération à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier en vertu des articles L 300-4 et L 300-5-2 du Code de l'urbanisme ;
- que le 3 décembre 2013 la Ville a conclu avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier une concession d'aménagement "Nouveau Grand Cœur 2013-2020";
- que le bilan prévisionnel de la concession d'aménagement relative à cette opération, établi sur une période de 7 ans, prévoit notamment des opérations de restructuration de commerces ou d'activités (acquisition, restructuration, location ou revente) et de création de surfaces nouvelles en rez-de-chaussée d'immeuble ;
- que ledit bien immobilier est situé dans le périmètre de l'opération ainsi définie,
- que, dans ces conditions, il paraît opportun pour la Ville de Montpellier d'exercer le droit de préemption sur ledit bien immobilier dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'actions de développement commercial du centre-ville et des quartiers, pour faire respecter les dispositions des baux commerciaux, d'être en mesure de veiller à la nature et la qualité des activités en cas de cession du droit au bail, de commercialiser ou de mettre en place des projets novateurs en cohérence avec le développement commercial du secteur en cas de vacance ;

Décide en conséquence :

- d'exercer le droit de préemption sur la propriété de la SARL VILCHES et Fils, située 40 Avenue Georges Clemenceau, cadastrée section HW 450, au prix proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner soit 110.000 € plus 8.250 € de commission d'agence ;
- que la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole interviendra à l'acte d'acquisition en qualité de tiers payeur et que le bien lui sera ensuite cédé gratuitement afin de poursuivre sa mission dans le cadre de la concession d'aménagement.
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le **7 JUIN 2018**
Monsieur le Maire
Philippe SAUREL

Publiée le : *08/06/2018*

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Convention de mise à disposition de la nef de la
Maison des Chœurs à l'association Chœur
Universitaire Montpellier-Méditerranée le 5 juin
2018**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe déléguée à la Culture.

Considérant :

- Que l'association Chœur Universitaire Montpellier-Méditerranée a fait une demande en vue d'utiliser la nef de la Maison des Chœurs le 5 juin 2018 de 19h45 à 22h30 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 30 € sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2017/452 du 21 décembre 2017.

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 06/06/2018
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 08/06/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Convention de mise à disposition de la Maison des
Chœurs à l'association l'Accroche Chœur le 28
mai 2018

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe déléguée à la Culture.

Considérant :

- Que l'association l'Accroche Chœur a fait une demande en vue d'utiliser la nef de la Maison des Chœurs le 28 mai 2018 de 19h30 à 22h30 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 30 € sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2017/452 du 21 décembre 2017;

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 06/06/2018
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 08/06/2018
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Convention de mise à disposition de la nef de la
Maison des Chœurs à l'Association I.R.R.P. les 7
et 9 juin 2018

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'association l'I.R.R.P. a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 7 et 9 juin 2018 de 19h30 à 22h30 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 60 € sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2017/452 du 21 décembre 2017;

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 06/06/2018
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 08/06/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Convention de mise à disposition de la Maison des
Chœurs à l'Association Ensemble vocal Tutti le 4
mai 2018**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'association Ensemble vocal Tutti. a fait une demande en vue d'utiliser la nef de la Maison des Chœurs le 4 mai 2018 de 19h00 à 23h00 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 30 € sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2017/452 du 21 décembre 2017.

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 06/06/2018
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 08/06/2018
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Convention de mise à disposition de la Maison des
Chœurs à l'Université Paul-Valéry Montpellier
III le 15 juin 2018**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'Université Paul-Valéry Montpellier III a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 15 juin 2018 de 11h00 à 20h00 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 120 € sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2017/452 du 21 décembre 2017.

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 07/06/2018
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 08/06/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Convention de mise à disposition de la Maison des
Chœurs à l'association Chemin des Cimes le 30
juin 2018**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe déléguée à la Culture ;


Considérant :

- Que l'association Chemin des Cimes a fait une demande en vue d'utiliser la nef de la Maison des Chœurs le 30 juin 2018 de 16h00 à 23h00 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 60 € sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2017/452 du 21 décembre 2017.

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 07/06/2018
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA



Publiée le : 08/06/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Convention de mise à disposition de la Maison des
Chœurs à l'association Fiammi Musicali les 23 et
24 juin 2018

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'association Fiammi Musicali a fait une demande en vue d'utiliser une salle de répétition de la Maison des Chœurs les 23 et 24 juin 2018 de 9h30 à 18h30 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 60 € sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2017/452 du 21 décembre 2017.;

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 07/06/2018
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 08/06/2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Convention de mise à disposition de la Maison des
Chœurs au Festival Radio France Occitanie
Montpellier les 26 et 27 juillet 2018**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que le Festival Radio France Occitanie Montpellier a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 26 juillet 2018 de 11h à 19h et le 27 juillet 2018 de 8h30 à 23h30 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 300 € sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2017/452 du 21 décembre 2017.

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 07/06/2018
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 08/06/2018
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur
Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :
Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.